

Centre de règlement des différends sportifs du Canada (CRDSC)
Sport Dispute Resolution Centre of Canada (SDRCC)

Code canadien de règlement des différends sportifs

1^{er} octobre 2023

TABLE DES MATIÈRES

Article 1 Définitions.....	5
Article 2 Dispositions générales	10
2.1 Administration.....	10
2.2 Langues.....	10
2.3 Interprétation du Code	10
2.4 Observateurs.....	10
2.5 Absence de responsabilité.....	10
Article 3 Règlement des différends.....	11
3.1 Disponibilité des Processus de règlement des différends	11
3.2 Coûts des services de règlement des différends.....	11
3.3 Professionnels du règlement des différends	12
3.4 Autres procédures	12
3.5 Délais	12
3.6 Réunion administrative	13
3.7 Langue des procédures	13
3.8 Services d'interprète	13
3.9 Représentation et assistance.....	14
3.10 Forme des procédures.....	14
Article 4 Facilitation de règlement et Médiation	15
4.1 Facilitation de règlement et Médiation	15
4.2 Disponibilité du processus de Facilitation de règlement.....	15
4.3 Disponibilité de la Médiation	15
4.4 Désignation du Facilitateur de règlement ou Médiateur	15
4.5 Déroulement de la Facilitation de règlement et de la Médiation	16
4.6 Confidentialité de la Facilitation de règlement et de la Médiation.....	16
4.7 Durée de la Facilitation de règlement et de la Médiation.....	16
4.8 Clôture de la Facilitation de règlement ou de la Médiation.....	16
4.9 Entente de règlement	17
4.10 Échec de la Facilitation de règlement ou de la Médiation	17
4.11 Application des règles de Médiation	17
Article 5 Règles générales d'Arbitrage.....	18
5.1 Loi applicable aux Arbitrages.....	18
5.2 Application des règles générales d'Arbitrage	18
5.3 Constitution et désignation d'une Formation	18
5.4 Arbitre juridictionnel	18
5.5 Récusation, révocation et remplacement d'un Arbitre	19
5.6 Communications entre la Formation et les Parties.....	19

TABLE DES MATIÈRES

5.7	Procédures de la Formation.....	20
5.8	Arbitrage en l'absence d'une des Parties ou d'un représentant	20
5.9	Confidentialité de l'Arbitrage	20
5.10	Enregistrement de l'Audience	21
5.11	Discussions en vue d'un règlement durant l'Arbitrage.....	21
5.12	Effet du défaut de se conformer au présent Code.....	21
5.13	Sentences et décisions.....	21
5.14	Dépens.....	22
5.15	Clarification d'une sentence ou décision.....	22
5.16	Renonciation aux autres recours	22
Article 6	Règles d'arbitrage particulières du Tribunal ordinaire.....	23
6.1	Introduction d'une procédure devant le Tribunal ordinaire	23
6.2	Délais pour déposer une Demande	23
6.3	Communication de la Demande.....	23
6.4	Réponse.....	23
6.5	Participation d'une Partie affectée	24
6.6	Participation d'un Intervenant	24
6.7	Mesures conservatoires.....	24
6.8	Facilitation de règlement obligatoire lors d'un Arbitrage.....	24
6.9	Renonciation à la Facilitation de règlement obligatoire lors d'un Arbitrage.....	25
6.10	Fardeau de la preuve lors de différends sur la sélection d'équipes et l'octroi de brevets ...	25
6.11	Portée du pouvoir d'examen de la Formation	25
6.12	Sentences	26
6.13	Dépens.....	26
Article 7	Règles d'Arbitrage particulières du Tribunal antidopage.....	27
7.1	Application de l'article 7	27
7.2	Délais	27
7.3	Introduction d'une audience antidopage	27
7.4	Résolution sans audience.....	27
7.5	Parties et observateurs.....	28
7.6	Forme des audiences antidopage.....	28
7.7	Fardeau de la preuve et norme de preuve.....	28
7.8	Méthodes d'établissement des faits et présomptions	28
7.9	Décisions relatives au dopage	30
7.10	Dépens.....	30
Article 8	Règles d'arbitrage particulières du Tribunal de protection	31
8.1	Application de l'article 8.....	31
8.2	Compétence du Tribunal de protection	31

TABLE DES MATIÈRES

8.3	Introduction d'une procédure devant le Tribunal de protection.....	31
8.4	Parties devant le Tribunal de protection.....	31
8.5	Contestation d'une Mesure provisoire.....	32
8.6	Contestation d'une violation ou d'une sanction.....	32
8.7	Motifs de contestation d'une décision au sujet d'une violation ou d'une sanction.....	33
8.8	Déroulement de la procédure.....	33
8.9	Témoignage de Mineurs et Personnes vulnérables.....	34
8.10	Adaptations d'ordre procédural.....	35
8.11	Adaptations d'ordre logistique pour les audiences en personne.....	36
8.12	Fardeau et norme de preuve.....	36
8.13	Dépens.....	37
8.14	Décisions de la Formation de protection.....	37
Article 9	Règles d'arbitrage particulières du Tribunal d'appel.....	39
9.1	Application de l'article 9.....	39
9.2	Décisions portées en appel.....	39
9.3	Décisions relatives au dopage susceptibles d'appel devant le Tribunal d'appel.....	39
9.4	Décisions relatives au dopage susceptibles d'appel uniquement devant le TAS.....	40
9.5	Décisions d'une Formation de protection susceptibles d'appel devant le Tribunal d'appel.....	40
9.6	Introduction d'une procédure d'appel.....	40
9.7	Désignation d'une Formation d'appel.....	41
9.8	Portée du pouvoir d'examen.....	41
9.9	Parties et observateurs.....	41
9.10	Procédures de la Formation dans des appels de décisions relatives au dopage.....	41
9.11	Procédures de la Formation dans des appels de décisions de la Formation de protection.....	42
9.12	Décisions de la Formation d'appel.....	42
9.13	Dépens.....	42
9.14	Publication des décisions d'une Formation d'appel.....	42

Article 1 Définitions

1.1 Aux fins du présent Code canadien de règlement des différends sportifs (ci-après « le présent Code »), les expressions définies (dont les premières lettres apparaissent en majuscules) ont chacune le sens qui leur est donné ci-dessous :

- (a) « Accord de règlement de l'affaire » "Case Resolution Agreement" a le sens défini au PCA;
- (b) « AMA » "WADA" signifie l'Agence mondiale antidopage.
- (c) « Appelant » "Appellant" signifie une Partie qui introduit une procédure devant le Tribunal d'appel en vertu de l'article 9;
- (d) « Arbitrage » "Arbitration" a le sens donné au paragraphe 5.2;
- (e) « Arbitre » "Arbitrator" signifie une personne acceptée et reconnue par le CRDSC en tant qu'Arbitre, qui satisfait aux exigences établies par le CRDSC et qui est disposée à agir à ce titre pour les cas du CRDSC conformément au présent Code;
- (f) « Arbitre juridictionnel » "Jurisdictional Arbitrator" signifie un Arbitre désigné par le CRDSC pour exercer les fonctions d'une Formation avant qu'une Formation ne soit formellement constituée pour le règlement d'un différend sportif tel que décrit au paragraphe 5.4;
- (g) « Athlète de niveau international » "International-Level Athlete" a le sens défini dans le PCA;
- (h) « Audience préliminaire » "Provisional Hearing" a le sens défini dans le PCA;
- (i) « AUT » "TUE" signifie Autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, au sens défini dans le PCA;
- (j) « Bureau du Commissaire à l'intégrité dans le sport » ou « BCIS » "Office of the Sport Integrity Commissioner" ou "OSIC" signifie la division fonctionnellement indépendante au sein du CRDSC, responsable de l'administration du CCUMS pour les fins du programme Sport Sans Abus;
- (k) « CCES » "CCES" signifie le Centre canadien pour l'éthique dans le sport;
- (l) « Code » "Code" signifie le présent Code canadien de règlement des différends sportifs, tel que modifié par le CRDSC;
- (m) « Code de conduite universel pour prévenir et contrer la maltraitance dans le sport » ou « CCUMS » "Universal Code of Conduct to Prevent and Address Maltreatment in Sport" ou "UCCMS" signifie le document de base qui établit les règles harmonisées pour promouvoir une culture sportive respectueuse qui offre des expériences sportives de qualité, inclusives, accessibles, accueillantes et sécuritaires;
- (n) « CRDSC » "SDRCC" signifie le Centre de règlement des différends sportifs du Canada;
- (o) « Demande » "Request" signifie une demande auprès du CRDSC pour obtenir le règlement d'un Différend sportif conformément au présent Code;
- (p) « Demandeur » "Claimant" signifie la Personne qui introduit une procédure de Médiation, d'Arbitrage ou de Méd-Arb;
- (q) « Différend sportif » "Sports-Related Dispute" signifie un différend affectant la participation d'une Personne dans un programme de sport ou un organisme de sport et découlant, sans s'y limiter :

- (i) de la sélection de membres d'une équipe;
- (ii) du Programme d'aide aux athlètes du gouvernement du Canada;
- (iii) d'une décision du conseil d'administration ou d'un comité d'un OS, ou d'un individu à qui a été déléguée l'autorité de prendre des décisions au nom de l'OS ou de son conseil d'administration, qui affecte tout membre de l'OS;
- (iv) de l'application du PCA; ou
- (v) de l'application du CCUMS sous l'autorité d'un OS ayant une entente de services en vigueur avec le CRDSC pour le programme Sport Sans Abus;
- (r) « Directeur des sanctions et résultats » ou « DSR » “Director of Sanctions and Outcomes” ou “DSO” signifie la fonction de Sport Sans Abus étant responsable de la prise de décisions concernant les Mesures provisoires et les violations du CCUMS, d'imposer des sanctions le cas échéant, de comparaître devant le Tribunal de protection ou le Tribunal d'appel lorsque des décisions sont contestées, et d'examiner et d'approuver les ententes de règlement en médiation pour s'assurer qu'elles correspondent aux objectifs du programme Sport Sans Abus. Elle relève du Conseil des sanctions en matière de maltraitance dans le sport et comprend le Directeur adjoint des sanctions et des résultats et leurs délégués;
- (s) « Facilitateur de règlement » ou « FR » “Resolution Facilitator” ou “RF” signifie une personne acceptée et reconnue par le CRDSC en tant que Médiateur, qui satisfait aux exigences établies par le CRDSC et qui est disposée à tenir une Facilitation de règlement conformément présent Code;
- (t) « Facilitation de règlement » “Resolution Facilitation” signifie la procédure décrite à l'article 4;
- (u) « Formation » “Panel” signifie, selon le contexte :
 - (i) un Arbitre unique;
 - (ii) trois Arbitres, dont l'un est désigné à titre de président;
 - (iii) un Arbitre juridictionnel; ou
 - (iv) un Médiateur-Arbitre neutre;
- (v) « Formation antidopage » “Doping Panel” signifie la Formation qui entend ou a entendu un Différend sportif découlant de l'application du PCA;
- (w) « Formation d'appel » “Appeal Panel” signifie la Formation qui entend ou a entendu un Appel interjeté en vertu de l'article 9;
- (x) « Formation de protection » “Safeguarding Panel” signifie la Formation qui entend ou a entendu un Différend sportif découlant de l'application du CCUMS;
- (y) « Intervenant » “Intervenor” signifie une Personne, qui n'est pas une Partie à une procédure, mais qui soutient avoir un intérêt dans l'Arbitrage et dont la présence est utile au règlement adéquat du différend, qui soumet une Intervention en vertu du paragraphe 6.6 et qui est acceptée par les Parties ou par la Formation à titre d'Intervenant.
- (z) « Intervention » “Intervention” signifie une demande déposée par une Personne devant le Tribunal ordinaire, conformément aux paragraphes 6.5 et 6.6;
- (aa) « Intimé » “Respondent” signifie une Partie :
 - (i) dont la décision est portée en appel devant le Tribunal ordinaire;

- (ii) devant le Tribunal antidopage, qui est visée par une allégation de violation des règles antidopage;
 - (iii) devant le Tribunal de protection, qui fait l'objet d'une Mesure provisoire ou d'une sanction imposée en vertu du CCUMS; ou
 - (iv) devant le Tribunal de protection, qui est visée par une violation présumée ou confirmée du CCUMS;
 - (v) devant le Tribunal d'appel, à l'encontre de qui une décision est portée en appel
- (bb) « Liste rotative » “Rotating List” signifie une liste de Professionnels du règlement des différends établie et maintenue à jour par le CRDSC, à partir de laquelle le CRDSC nomme ensuite les professionnels lorsque nécessaire, conformément au présent Code;
- (cc) « Méd-Arb » “Med/Arb” signifie une procédure menée par un Médiateur-Arbitre neutre, qui débute sous forme de Médiation et, si le différend n'est pas réglé, se termine sous forme d'Arbitrage;
- (dd) « Médiateur » “Mediator” signifie une personne acceptée et reconnue par le CRDSC en tant que Médiateur, qui satisfait aux exigences établies par le CRDSC et qui est disposée à agir à ce titre pour le CRDSC conformément au présent Code;
- (ee) « Médiateur-Arbitre neutre » “Med/Arb Neutral” signifie une personne acceptée et reconnue par le CRDSC en tant que Médiateur et Arbitre, qui satisfait aux exigences établies par le CRDSC et est disposée à tenir un Méd-Arb pour le CRDSC conformément au présent Code;
- (ff) « Médiation » “Mediation” a le sens défini au paragraphe 4.1;
- (gg) « Membre » “Member” inclut un athlète, entraîneur, officiel, bénévole, administrateur, employé et toute autre personne affiliée à un Organisme de sport (OS), et tout participant à une manifestation ou une activité sanctionnée par un OS;
- (hh) « Mesure conservatoire » “Conservatory Measure” signifie une mesure ordonnée par une Formation du Tribunal ordinaire à la suite d'une requête déposée par une Partie afin d'éviter des conséquences irréversibles ou de surseoir à l'exécution d'une décision faisant l'objet d'un appel, dans l'attente de la décision finale d'un Arbitrage ou Méd-Arb;
- (ii) « Mesure provisoire » “Provisional Measure” s'entend de toute mesure temporaire nécessaire, dans des circonstances particulières, pour préserver les droits des parties sur le fond et en matière de procédure, en attendant la décision finale sur une présumée violation du CCUMS;
- (jj) « Mineur » “Minor” signifie un individu qui n'a pas atteint l'âge de la majorité ou n'est pas réputé avoir l'âge légal en vertu des lois et règlements applicables dans sa province ou son territoire de résidence. Pour les fins des articles 8 et 9 seulement, la définition de Mineur est celle qui se trouve dans le CCUMS;
- (kk) « Organisme de sport » ou « OS » “Sport Organization” ou “SO” comprend tout organisme de sport au Canada qui est :
- (i) l'organisme directeur d'une discipline ou d'un sport particulier au niveau national ou dans toute juridiction provinciale, territoriale ou régionale du Canada, reconnu de temps à autre par le CRDSC;

- (ii) un organisme de services multisports au niveau national ou dans toute juridiction provinciale, territoriale ou régionale du Canada, reconnu de temps à autre par le CRDSC; ou
 - (iii) un institut ou centre de sport canadien qui reçoit un financement de Sport Canada;
- (II) « Partie » “Party” signifie :
- (i) toute Personne ou tout OS participant à une Facilitation de règlement, une Médiation, un Arbitrage ou un Méd-Arb;
 - (ii) toute Partie affectée;
 - (iii) toute Personne désignée à titre de Partie dans le PCA;
 - (iv) toute Personne ayant le droit de faire des soumissions devant le Tribunal de protection ou devant le Tribunal d’Appel en ce qui concerne des décisions du Tribunal de protection; ou
 - (v) le gouvernement du Canada, dans un différend relié à une décision de Sport Canada dans l’application de son Programme d’aide aux athlètes (PAA);
- (mm) « Partie affectée » “Affected Party” signifie une Personne qui peut être concrètement lésée par une décision d’une Formation du Tribunal ordinaire, par exemple être retirée d’une équipe ou perdre un financement, et qui est soit acceptée par les Parties soit désignée par la Formation à titre de Partie affectée;
- (nn) « Partie intéressée » “Interested Party” signifie une personne ayant agi en tant que plaignant et/ou ayant directement subi le présumé comportement prohibé en vertu du CCUMS, et identifiée par le BCIS en tant que Partie intéressée conformément aux politiques et procédures Sport Sans Abus pertinentes;
- (oo) « Personne » “Person” signifie une personne physique ou une organisation ou autre entité;
- (pp) « Personne vulnérable » “Vulnerable Person” signifie un individu qui n’est pas un Mineur, dont la capacité de présenter un témoignage devant le Tribunal de protection est grandement diminuée en raison (sans s’y limiter) d’une maladie mentale ou physique, ou de violences sexuelles ou physiques. Un témoin adulte peut également être déclaré vulnérable par une Formation lorsqu’une Partie est en situation d’autorité ou de pouvoir à l’égard du témoin;
- (qq) « Processus de règlement des différends » “Dispute Resolution Processes” signifie la Facilitation de règlement, la Médiation, le Méd-Arb et l’Arbitrage tels que définis dans les présentes règles;
- (rr) « Professionnel du règlement des différends » “Dispute Resolution Professional” signifie une personne désignée conformément au paragraphe 3.3;
- (ss) « Programme canadien antidopage » ou « PCA » “Anti-Doping Program” ou “CAPD” signifie le Programme canadien antidopage administré par le Centre canadien pour l’éthique dans le sport (“CCES”);
- (tt) « Réponse » “Answer” signifie une réponse à une Demande;
- (uu) « Services de règlement des différends » “Dispute Resolution Services” comprend les Processus de règlement des différends, les services de gestion de dossiers et le support logistique par le CRDSC;

- (vv) « Services payants » “Fee-for-Service” signifie le programme offert par le CRDSC permettant à des Parties de demander conjointement que leur Différend sportif soit réglé par le CRDSC, lorsque le règlement de ce différend ne peut être financé par la contribution de Sport Canada au CRDSC;
- (ww) « Standard international » “International Standard” a le sens défini dans le PCA;
- (xx) « Suspension provisoire » “Provisional Suspension” a le sens défini dans le PCA;
- (yy) « TAS » “CAS” signifie le Tribunal arbitral du sport;
- (zz) « Tribunal antidopage » “Doping Tribunal” signifie la division du CRDSC qui constitue les Formations antidopage;
- (aaa) « Tribunal d’appel » “Appeal Tribunal” signifie la division du CRDSC qui constitue les Formations chargées de trancher les appels de décisions d’une Formation antidopage ou d’une Formation de protection;
- (bbb) « Tribunal de protection » “Safeguarding Tribunal” signifie la division du CRDSC qui constitue les Formations de protection conformément à l’article 8;
- (ccc) « Tribunal ordinaire » “Ordinary Tribunal” signifie la division du CRDSC qui constitue les Formations chargées de régler les Différends sportifs ne relevant pas des articles 7, 8 ou 9.

Article 2 Dispositions générales

2.1 Administration

- (a) Le CRDSC administre le présent Code, qui peut être modifié de temps à autre par son Conseil d'administration, afin de régler les Différends sportifs.
- (b) Le Code s'applique à un Différend sportif lorsque le CRDSC a compétence pour régler ce différend. Par conséquent, le Code s'applique à tout Différend sportif :
 - (i) ayant fait l'objet d'une entente entre les parties portant le différend devant le CRDSC, que ce soit en vertu d'une politique, d'une clause contractuelle ou de toute autre forme d'entente liant les Parties;
 - (ii) pour lequel les Parties sont tenues de recourir au CRDSC pour en obtenir le règlement; ou
 - (iii) pour lequel les Parties et le CRDSC conviennent de recourir au présent Code pour en obtenir le règlement.
- (c) Le Code ne s'applique à aucun différend à l'égard duquel une Formation ou un Arbitre juridictionnel a statué que le CRDSC n'a pas compétence pour examiner le différend.

2.2 Langues

Les langues de travail du CRDSC sont le français et l'anglais.

2.3 Interprétation du Code

- (a) Les versions anglaise et française du présent Code ont également force de loi et sont ainsi interprétées en conséquence.
- (b) À moins que les circonstances ne l'exigent autrement, le singulier inclut le pluriel et vice-versa. En particulier, les définitions des termes et expressions énoncés à l'article 1 s'appliquent aux termes et expressions en question, que ces termes et expressions soient utilisés au singulier ou au pluriel.
- (c) À moins que les circonstances ne l'exigent autrement, les termes du genre masculin comprennent tous les genres.
- (d) « Par écrit » ou « écrit » signifie et inclut l'imprimerie, la dactylographie ou tout mode de communication électronique permettant une reproduction permanente en caractères alphanumériques au point de réception.

2.4 Observateurs

Les observateurs ne seront permis qu'avec le consentement de toutes les parties au Différend sportif.

2.5 Absence de responsabilité

Ni les administrateurs et membres du personnel du CRDSC, ni la Formation ou tout expert désigné pour aider une Formation, ne sauraient être tenus responsables envers une Partie de tout acte ou omission ayant trait à une procédure conduite en conformité avec le Code, sauf dans des cas de malveillance ou de mauvaise foi.

Article 3 Règlement des différends**3.1 Disponibilité des Processus de règlement des différends**

- (a) Les Processus de règlement de différends sont offerts à toute Personne désireuse de régler un Différend sportif, sous réserve des alinéas 3.1(b) et 3.1(c).
- (b) À défaut d'entente contraire entre les Parties ou de disposition contraire du présent Code, toute Personne qui soumet une demande pour régler un Différend sportif devra avoir épuisé toutes les procédures internes de règlement dont elle dispose en vertu des règlements applicables de l'OS. Une procédure interne de règlement des différends d'un OS est réputée être épuisée dès lors que :
 - (i) l'OS ou son comité d'appel interne a rendu une décision finale;
 - (ii) l'OS a omis d'appliquer sa politique d'appel interne dans des délais raisonnables ou pour des motifs raisonnables; ou
 - (iii) l'OS a renoncé à l'exigence d'avoir épuisé son processus d'appel interne.
- (c) Lorsque les Parties à un Différend sportif ne s'entendent pas sur le Processus de règlement des différends à utiliser, le Processus de règlement des différends sera celui de l'Arbitrage.

3.2 Coûts des services de règlement des différends

- (a) Lorsque le Différend sportif survient au niveau national qui découle de l'application des règles et politiques d'un OS financé au titre du Programme de soutien au sport du gouvernement du Canada, les Services de règlement des différends du CRDSC prévus aux articles 4 à 9 sont gratuits pour les Parties sous réserve uniquement de l'alinéa 6.1(d).
- (b) Lorsque le Différend sportif ne remplit pas les critères de l'alinéa 3.2(a) :
 - (i) les parties en cause peuvent avoir recours aux Services de règlement des différends du CRDSC à titre payant. L'entente écrite des Parties de soumettre leur Différend sportif au CRDSC pour en obtenir le règlement précisera quelle(s) Partie(s) ou quel OS assumeront les coûts des services du CRDSC et, le cas échéant, dans quelles proportions;
 - (ii) le CRDSC pourra exiger le versement d'un acompte avant de fournir les Services de règlement des différends, dont le montant sera établi par le CRDSC selon la nature des services demandés;
 - (iii) si une Partie soutient que le CRDSC n'a pas compétence pour trancher un Différend sportif, une autre Partie peut demander à un Arbitre juridictionnel de trancher la question. L'Arbitre juridictionnel pourra accorder des dépens à sa discrétion.
- (c) Nonobstant l'alinéa 3.2(b), les services du CRDSC seront sans frais pour les Parties dans tout différend découlant de l'application du PCA au sein d'un OS financé au titre du Programme de soutien au sport du gouvernement du Canada.

3.3 Professionnels du règlement des différends

- (a) Afin de faciliter le règlement des Différends sportifs, le CRDSC établira et maintiendra à jour des listes distinctes de Professionnels du règlement des différends qualifiés en tant que Médiateurs, Arbitres et Médiateurs/Arbitres neutres pour le Tribunal ordinaire, le Tribunal antidopage et le Tribunal de protection. Les listes et toutes les modifications seront publiées par le CRDSC. Le nom d'une même personne peut figurer sur plus d'une liste.
- (b) En établissant les listes de Professionnels du règlement des différends, le CRDSC :
 - (i) désignera des personnes ayant une expérience en sport reconnue ainsi qu'une formation et des compétences en matière de procédures et de conduite de procédures de règlement extrajudiciaire des différends, précisées de temps à autre par le Conseil d'administration du CRDSC; et
 - (ii) s'efforcera d'assurer une représentation équitable reflétant la diversité de la société canadienne.
- (c) Une fois sélectionnés pour figurer sur la liste pertinente, les Professionnels du règlement des différends s'engageront par déclaration écrite à remplir leurs fonctions personnellement, de façon impartiale et conformément aux dispositions du présent Code, et déclareront toutes raisons qui pourraient avoir une incidence sur leur capacité de figurer sur la Liste rotative du CRDSC.
- (d) Lorsqu'un Professionnel du règlement des différends sera désigné à partir de la Liste rotative, le CRDSC s'assurera que celui-ci est qualifié, disponible, capable de travailler dans la langue demandée par les Parties, n'a pas de conflit d'intérêts ou de parti pris potentiel ou perçu, et qu'il se trouve dans un lieu géographique qui se prête à la tenue d'une procédure en personne, si la demande en est faite. Sous réserve seulement des alinéas 5.5 (a) et (b), les Parties ne peuvent imposer de restrictions ou limites additionnelles sur la désignation du Professionnel du règlement des différends.
- (e) Au moment de leur désignation pour régler un Différend sportif et à tout moment pertinent par la suite, les Professionnels du règlement des différends devront révéler immédiatement aux Parties et au CRDSC tout conflit d'intérêts existant ou potentiel et toutes circonstances susceptibles de créer une crainte raisonnable de partialité.

3.4 Autres procédures

Aucun administrateur, membre du personnel ou Professionnel du règlement des différends du CRDSC ne peut être contraint à témoigner devant une cour ou un tribunal administratif, ce qui inclut les autres procédures devant le CRDSC, et aucune des Parties ne pourra les assigner comme témoins ou exiger la communication de notes, dossiers ou autres documents préparés par le CRDSC dans le cadre d'une procédure du CRDSC.

3.5 Délais

- (a) Tous les jours sont compris dans le calcul des délais, incluant les jours de fin de semaine et les jours fériés.
- (b) À moins qu'il n'en soit convenu autrement par entente entre les Parties ou ordonnance de la Formation, tous les délais expirent si les communications exigées des Parties ne sont pas reçues avant 16 heures, heure de l'Est, le jour de l'échéance.

- (c) Sous réserve des statuts, des règlements, du PCA ou d'autres règles applicables au Différend sportif, si toutes les Parties en conviennent ou sur requête motivée, le CRDSC peut prolonger ou raccourcir les délais. Le CRDSC peut, à sa discrétion, déferer cette question à une Formation.

3.6 Réunion administrative

Dès qu'une procédure est acceptée par le CRDSC, le CRDSC convoque une réunion administrative par conférence téléphonique avec les Parties afin de discuter de questions administratives, incluant sans s'y limiter, le protocole de communication pour le dossier, la langue de la procédure, le Processus de règlement des différends à utiliser, la désignation du FR/Médiateur ou de la Formation, la participation d'autres Parties et l'établissement du calendrier des prochaines étapes.

3.7 Langue des procédures

- (a) Les Parties sont libres de convenir d'utiliser soit le français, soit l'anglais, soit les deux, comme langue des procédures. Faute d'un tel accord, la Formation détermine la langue de la procédure, en tenant compte de toutes les circonstances pertinentes du dossier. Avant que la Formation ne soit désignée, si les Parties ne peuvent s'entendre, la langue de la procédure sera réputée être la langue officielle dans laquelle la Demande a été déposée.
- (b) À moins que les Parties n'en conviennent autrement, la langue précisée en vertu de l'alinéa 3.7(a) s'applique à tout formulaire administratif soumis par les Parties, toute notification et communication, toute déclaration écrite et tout mémoire, tout affidavit, toute réunion administrative, tout procès-verbal, toute audience, toute ordonnance et décision, et toute autre procédure arbitrale. Sous réserve de l'alinéa 3.7(e), une Partie peut soumettre un document dans une langue autre que le français ou l'anglais s'il est accompagné d'une traduction certifiée dans l'une ou l'autre des langues officielles.
- (c) De son propre chef ou à la demande d'une Partie, la Formation peut ordonner que tout ou partie des éléments de preuves documentaire ou pièces soit accompagné d'une traduction certifiée dans la langue de la procédure. La Formation aura l'autorité pour décider de toute question relative à la langue de la procédure et à la traduction.
- (d) Lorsqu'une Partie doit, en vertu des présentes règles ou par ordonnance de la Formation, fournir la traduction d'un document, tout défaut de se conformer aux délais prescrits par la Formation pour la soumission de la traduction pourrait avoir pour effet que la Formation ne tienne pas compte des soumissions dans leur langue d'origine.
- (e) Les frais de traduction dans la langue de la procédure de tout document que doit présenter une Partie sont à la charge de cette Partie. Le CRDSC peut, à sa discrétion, prendre en charge la totalité ou une partie des frais de traduction entre le français et l'anglais.
- (f) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 3.7(e), une Partie est responsable, en tout temps, des frais de toute traduction qui pourrait être nécessaire pour son représentant légal.

3.8 Services d'interprète

- (a) Quelle que soit la langue de la procédure précisée en vertu de l'alinéa 3.7(a), à la demande d'une Partie au moins cinq (5) jours avant le début d'une procédure orale ou à la discrétion du CRDSC, le CRDSC pourra assurer les services d'un interprète anglais/français pendant la séance ou l'audience.

- (b) Dans les cas où l'alinéa 3.2(a) s'applique, l'interprète sera choisi et payé par le CRDSC. Dans tous les autres cas, les frais de l'interprétation seront à la charge de la Partie qui en a fait la demande.

3.9 Représentation et assistance

- (a) Les Parties ont droit aux services d'un avocat lors de toute procédure devant le CRDSC et peuvent se faire représenter ou assister par les Personnes de leur choix, à leurs propres frais. Les noms, numéros de téléphone et adresses de courrier électronique des représentants des Parties seront communiqués à toutes les autres Parties et au CRDSC.
- (b) Tout Mineur impliqué dans une procédure du CRDSC doit être représenté par de ses parents ou son tuteur légal. Toutefois, sous réserve de l'alinéa 3.9(a), le parent ou tuteur légal peut autoriser un autre adulte à représenter le Mineur ou parler en son nom.
- (c) Lorsque le CRDSC doit informer un Mineur de l'existence d'une procédure, l'OS lui fournira les coordonnées à jour du parent, tuteur légal ou toute autre tierce partie autorisée représentant le Mineur.

3.10 Forme des procédures

Les procédures du CRDSC sont tenues principalement par conférence téléphonique. Sur consentement de toutes les Parties, ces procédures peuvent également se dérouler sous la forme d'une instruction sur dossier, d'une vidéoconférence, d'une réunion en personne ou encore d'une combinaison de toutes ces options. Lorsque les Parties ne parviennent pas à s'entendre sur le déroulement de la procédure, la Formation prend, à sa discrétion, une décision finale qui tient compte de l'urgence, des coûts potentiels pour les Parties et des aspects particuliers du différend en ce qui a trait à l'administration de la preuve.

Article 4 Facilitation de règlement et Médiation

4.1 Facilitation de règlement et Médiation

- (a) La Facilitation de règlement et la Médiation sont des processus informels et non contraignants, dans le cadre desquels chacune des Parties entreprend de bonne foi de négocier avec toutes les autres Parties, avec l'aide d'un Facilitateur de règlement (FR)/Médiateur, en vue de régler un Différend sportif.
- (b) Les Parties collaborent avec le FR/Médiateur pour tenter de régler le différend jusqu'à ce que l'une des Parties mette fin au processus ou jusqu'à ce que le FR/Médiateur décide que des discussions additionnelles ont peu de chances de mener à un règlement.

4.2 Disponibilité du processus de Facilitation de règlement

Les Parties à un Différend sportif peuvent se prévaloir du processus de Facilitation de règlement dans les situations suivantes :

- (a) avant un processus disciplinaire ou un appel interne d'un OS ou avant de présenter une demande d'Arbitrage au CRDSC, en présentant une Demande de Facilitation de règlement signée par toutes les Parties;
- (b) au moment où elles présentent une Demande d'Arbitrage au CRDSC;
- (c) dans des affaires reliées au dopage, que ce soit devant le Tribunal antidopage ou le Tribunal d'appel, sous réserve de paramètres modifiés de temps à autre par le CCES et le CRDSC;
- (d) dans des affaires reliées au dopage, afin que les Parties discutent d'un possible Accord de règlement de l'affaire conformément au Règlement 10.8.2 du PCA;
- (e) dans les affaires concernant une violation alléguée du CCUMS dans le cadre du programme Sport Sans Abus, lorsque les Parties conviennent de prendre part à des discussions informelles en vue d'un règlement ou lorsque le BCIS le requiert;
- (f) à tout moment avant le prononcé de la sentence ou décision par la Formation; et
- (g) après la publication d'une sentence ou décision, pour aider les Parties à rétablir une relation positive.

4.3 Disponibilité de la Médiation

Une Médiation est engagée lorsque les Parties ont convenu par écrit de procéder par voie de Médiation devant le CRDSC.

4.4 Désignation du Facilitateur de règlement ou Médiateur

- (a) Le CRDSC désignera un Facilitateur de règlement à partir de sa Liste rotative, à moins que les Parties n'aient convenu d'un Facilitateur de règlement avant de présenter leur Demande de facilitation de règlement conjointe.
- (b) Sur réception d'une Demande de Médiation, les Parties se voient accorder une date limite, établie par le CRDSC, pour convenir d'un Médiateur. Si les Parties ne sont pas parvenues à s'entendre sur le choix d'un Médiateur à l'expiration de la date limite, le CRDSC désignera le Médiateur à partir de sa Liste rotative.

4.5 Déroulement de la Facilitation de règlement et de la Médiation

- (a) À l'exception des affaires reliées au dopage, les Personnes présentes lors de la séance de Facilitation de règlement ou de Médiation sont investies de l'autorité pour régler le Différend sportif sans avoir à consulter quiconque n'est pas présent. Toute limite du pouvoir de conclure une entente doit être divulguée aux parties au début de la séance.
- (b) La Facilitation de règlement ou Médiation se déroule de la manière convenue par les Parties. À défaut d'entente entre les Parties, le FR/Médiateur décide de la manière dont se déroulera la procédure.
- (c) Chaque Partie doit coopérer en toute bonne foi avec le FR/Médiateur.

4.6 Confidentialité de la Facilitation de règlement et de la Médiation

- (a) Les réunions entre le FR/Médiateur et les Parties demeurent confidentielles et sans préjudice des droits des Parties.
- (b) Le FR/Médiateur, les Parties, leurs représentants et conseillers, les experts et toutes autres Personnes présentes à la séance de Facilitation de règlement ou de Médiation ne divulgueront à des tiers aucune des informations ou aucun des documents qu'ils obtiennent dans le cadre de la Facilitation de règlement ou la Médiation, sauf lorsque la loi le requiert ou avec le consentement de toutes les Parties.
- (c) Le FR/Médiateur ne peut être cité comme témoin et les Parties conviennent de ne pas contraindre le FR/Médiateur à divulguer des dossiers, rapports ou autres documents ou à témoigner au sujet de la Facilitation de règlement dans toute procédure arbitrale ou judiciaire, incluant les procédures devant le CRDSC, sauf lorsque la loi le requiert.
- (d) Le FR/Médiateur ne dressera pas de rapport sur les discussions tenues entre les Parties. Toutes les déclarations orales ou écrites formulées et toutes les discussions de règlement menées au cours de la Facilitation de règlement ou Médiation seront confidentielles et seront réputées être sans préjudice des droits des Parties. Ces déclarations ne pourront être divulguées qu'avec le consentement de toutes les Parties.
- (e) Lorsqu'un processus de médiation concernant une violation présumée du CCUMS aboutit à un règlement conclu par toutes les Parties et approuvé par le DSR, toute sanction convenue qui restreint d'une manière ou d'une autre l'éligibilité d'une Partie à participer au sport est immédiatement consignée dans le registre des sanctions du programme Sport Sans Abus tenu par le BCIS.

4.7 Durée de la Facilitation de règlement et de la Médiation

Les Parties et le FR/Médiateur s'entendront sur une date à laquelle le processus se terminera. À défaut d'une entente entre les Parties, le FR/Médiateur fixera une date limite, en tenant compte de la date à laquelle le Différend sportif doit être réglé et de la possibilité qu'un arbitrage s'avère nécessaire.

4.8 Clôture de la Facilitation de règlement ou de la Médiation

Le processus de Facilitation de règlement ou de Médiation prendra fin au moment où surviendra le premier des événements suivants :

- (a) la signature d'une entente de règlement par les Parties;

- (b) une déclaration écrite du FR/Médiateur selon laquelle des efforts supplémentaires pour parvenir à un règlement sont inutiles;
- (c) une déclaration écrite d'une Partie mettant fin à la Facilitation de règlement ou Médiation; ou
- (d) l'expiration du délai fixé en vertu du paragraphe 4.7.

4.9 Entente de règlement

- (a) Si les Parties parviennent à régler leur différend durant le processus de Facilitation de règlement ou de Médiation, un document faisant état des conditions de l'entente sera rédigé et signé par les Parties. Une copie de cette entente de règlement sera déposée auprès du CRDSC.
- (b) Pour les processus de médiation découlant d'une allégation de violation du CCUMS référée par le BCIS, le DSR approuve tout règlement envisagé par les Parties conformément à la Politique sur l'examen des règlements obtenus par médiation du programme Sport Sans Abus.

4.10 Échec de la Facilitation de règlement ou de la Médiation

- (a) Si la Facilitation de règlement ou la Médiation ne permet pas un règlement du Différend sportif, le Médiateur n'acceptera pas d'être désigné à titre d'Arbitre dans une procédure d'Arbitrage impliquant les Parties en cause dans ce même différend, à moins que les Parties n'aient signé une entente de Méd-Arb ou que toutes les Parties (y compris toutes les Parties affectées) n'en aient convenu autrement par écrit.
- (b) Lorsque la Facilitation de règlement ne règle pas le Différend sportif, les Parties peuvent travailler avec le FR en vue d'un Arbitrage, ce qui peut inclure l'élaboration d'un exposé conjoint des faits ou la précision des questions à être tranchées par la Formation.

4.11 Application des règles de Médiation

- (a) Lorsqu'une entente prévoit une Médiation en vertu du présent Code, les règles de Médiation énoncées dans cet article seront réputées faire partie intégrante d'une telle entente de Médiation. Les Parties pourront, toutefois, convenir par écrit d'appliquer d'autres règles de procédure.
- (b) Lorsque les Parties conviennent de tenter de régler leur Différend sportif par voie de Méd/Arb, les règles de Médiation applicables établies dans cet article s'appliqueront à la composante Médiation du processus de Méd/Arb.

Article 5 Règles générales d'Arbitrage**5.1 Loi applicable aux Arbitrages**

La loi applicable aux Arbitrages est la loi de la Province de l'Ontario.

5.2 Application des règles générales d'Arbitrage

- (a) Les règles énoncées au présent article s'appliquent à tout Arbitrage et à toute procédure de Méd-Arb n'ayant pas abouti à un règlement durant la Médiation. L'article 5 peut s'appliquer aux audiences du Tribunal antidopage, du Tribunal de protection et du Tribunal d'appel, à moins qu'il n'en soit disposé autrement aux articles 7 à 9 respectivement.
- (b) Le terme « Arbitrage » inclut la composante Arbitrage du Méd-Arb; et le terme « Arbitre » inclut le Médiateur-Arbitre neutre agissant à titre d'Arbitre.

5.3 Constitution et désignation d'une Formation

- (a) Sous réserve des règles spécifiques applicables en vertu des articles 6 à 9, la Formation est composée d'un (1) Arbitre, à moins :
 - (i) qu'une entente d'arbitrage à titre de service payant ne prévoit spécifiquement la présence de trois (3) Arbitres;
 - (ii) que l'affaire n'exige la présence de trois (3) Arbitres, tel qu'il est prévu dans le présent Code.
- (b) Lorsqu'un Arbitre unique doit être désigné, les Parties peuvent s'entendre sur le choix de l'Arbitre. Si les Parties ne parviennent pas à s'entendre sur le choix de l'Arbitre dans les délais prescrits par le CRDSC, si les Parties renoncent à la possibilité de choisir l'Arbitre, ou en présence de contraintes de temps importantes, le CRDSC désignera l'Arbitre à partir de sa Liste rotative.
- (c) Lorsque trois (3) Arbitres doivent être désignés :
 - (i) la Partie qui a engagé la procédure et la Partie adverse désignent chacune un (1) Arbitre dans les délais prescrits par le CRDSC;
 - (ii) si l'une ou l'autre des Parties ne désigne pas d'Arbitre tel qu'il est exigé, le CRDSC désignera cet arbitre à partir de sa Liste rotative; et
 - (iii) les deux (2) Arbitres désignés choisiront le troisième Arbitre, qui présidera la Formation.

5.4 Arbitre juridictionnel

- (a) Lorsqu'aucune Formation n'a encore été désignée et qu'une question de compétence ou de procédure survient, que les Parties ne peuvent régler, le CRDSC peut désigner un Arbitre juridictionnel à partir de sa Liste rotative.
- (b) L'Arbitre juridictionnel disposera de tous les pouvoirs nécessaires pour décider :
 - (i) de toute contestation de la compétence du CRDSC;
 - (ii) s'il convient de joindre deux ou plusieurs dossiers soumis au CRDSC, impliquant la plupart des mêmes Parties et ayant en commun des faits et questions similaires, lorsque les Parties ne sont pas d'accord pour joindre les différends;

- (iii) toute demande urgente en vue d'appliquer une Mesure conservatoire en vertu du paragraphe 6.7, lorsqu'une Formation n'a pas encore été désignée;
 - (iv) d'autres questions qui empêchent la constitution d'une Formation;
 - (v) si le mandat d'un Arbitre doit être révoqué à la suite d'une contestation de son indépendance conformément à l'alinéa 5.5(c); et
 - (vi) de toute autre question qui peut être tranchée par un Arbitre juridictionnel selon le présent Code.
- (c) La décision écrite motivée de l'Arbitre juridictionnel sera communiquée aux Parties dans les dix (10) jours suivant les dernières soumissions faites devant l'Arbitre juridictionnel.
 - (d) Un Arbitre juridictionnel ne rend pas de décision quant à la question de fond principale et il ne peut être désigné au sein d'une Formation pour examiner la question de fond principale du différend existant entre les Parties, à moins que toutes les Parties n'en conviennent expressément par écrit.

5.5 Récusation, révocation et remplacement d'un Arbitre

- (a) Un Arbitre ne peut être contesté que pour des motifs de conflit d'intérêts ou de crainte raisonnable de partialité. Sa récusation doit être demandée sans retard indu, dès que les motifs de la contestation sont connus.
- (b) La récusation est demandée au moyen d'une requête écrite adressée au CRDSC par une des Parties, énonçant les faits donnant lieu à la requête. L'Arbitre est informé de la requête et l'occasion lui est donnée de se récuser.
- (c) Si l'Arbitre ne se récuse pas, les autres Parties auront la possibilité de répondre par écrit à la requête en récusation et un Arbitre juridictionnel sera désigné à partir de la Liste rotative afin de rendre une décision sur le fondement de la requête en récusation et des réponses écrites. La décision de l'Arbitre juridictionnel est finale et exécutoire.
- (d) Le CRDSC peut révoquer le mandat d'un Arbitre :
 - (i) qui refuse ou est empêché de s'acquitter de ses tâches;
 - (ii) qui empêche une Formation de s'acquitter de ses tâches; ou
 - (iii) si une requête en récusation soumise en vertu de l'alinéa 5.5(c) est confirmée.
- (e) Les décisions relatives à la récusation sont de la compétence exclusive du CRDSC et doivent être prises en conformité avec le présent Code et les lois applicables.
- (f) En cas de démission, de décès ou de révocation du mandat d'un Arbitre, celui-ci sera remplacé conformément au paragraphe 5.3. À moins que les parties n'en conviennent autrement, l'Arbitre remplaçant pourra donner des instructions pour la conduite future de l'Arbitrage.

5.6 Communications entre la Formation et les Parties

- (a) Les communications entre la Formation et les Parties ne doivent avoir lieu que par l'entremise du CRDSC. Toute communication doit être faite par écrit et envoyée par un moyen qui en permet la réception en temps opportun à l'adresse courriel du CRDSC ou par tout autre moyen précisé par écrit par le CRDSC. Toute communication ne sera effective que lors de sa réception.

- (b) Si une procédure accélérée est établie par le CRDSC, la Formation pourra renoncer aux exigences de l'alinéa 5.6(a).
- (c) Tous les avis sont signifiés aux Parties aux adresses de courrier électronique données au CRDSC au début du processus ou à toute autre adresse de courrier électronique donnée par la suite par écrit au CRDSC par une Partie.

5.7 Procédures de la Formation

- (a) Dès que possible après avoir été désignée, la Formation peut convoquer une réunion préliminaire de toutes les Parties afin de discuter et décider de questions de procédure et d'autres questions préliminaires, ce qui inclut toute contestation de sa compétence.
- (b) La Formation donnera une possibilité raisonnable à chacune des Parties de présenter ses arguments et de répondre à ceux de la Partie adverse, ce qui inclut les éléments de preuve et observations de toutes les Parties, soumis oralement ou par écrit.
- (c) Tous les témoins devront comparaître sous serment ou affirmation solennelle.
- (d) La Formation aura le pouvoir d'accélérer ou ajourner, de reporter ou suspendre sa procédure, ou de prolonger ou raccourcir tout délai prescrit par le présent Code, aux conditions qu'elle déterminera, lorsque l'équité l'exigera.
- (e) Si une question qui n'est pas prévue par ailleurs dans le présent Code est soulevée, la Formation aura le pouvoir d'établir sa propre procédure, pourvu que chacune des Parties soit traitée de façon égale et équitable.
- (f) La Formation conduit la procédure de manière à éviter tout retard et à assurer un règlement du différend de façon juste, rapide et économique et pourra imposer des limites concernant la durée de l'audience ou le volume des soumissions.
- (g) Une irrégularité résultant d'un défaut de se conformer à toute disposition du présent Code ou à toute directive donnée en conformité avec ces dispositions avant que la Formation ne soit parvenue à sa décision n'a pas pour effet, en soi, de rendre nulle la procédure.
- (h) Lorsqu'une irrégularité est portée à l'attention de la Formation, la Formation donnera, avant de parvenir à une décision, les directives qu'elle jugera justes pour remédier ou renoncer à l'irrégularité.
- (i) Toute erreur de rédaction dans une ordonnance procédurale, sentence ou décision de la Formation, ou autre erreur relevée dans de tels documents peut être corrigée par la Formation si elle est portée à son attention dans les trente (30) jours suivant la communication d'une telle ordonnance procédurale, sentence ou décision.

5.8 Arbitrage en l'absence d'une des Parties ou d'un représentant

Une procédure d'Arbitrage peut avoir lieu en l'absence de l'une ou l'autre des Parties ou d'un représentant qui omet, après avoir été notifié en bonne et due forme, de se présenter ou d'obtenir un ajournement. Aucune sentence ne sera rendue uniquement sur la base de l'absence d'une Partie. La Formation exigera de la Partie présente de fournir toute preuve qui pourrait être requise afin de rendre une sentence.

5.9 Confidentialité de l'Arbitrage

- (a) Les procédures d'Arbitrage instituées en vertu du présent Code sont confidentielles et les audiences ne sont pas ouvertes au public, sauf dans les cas prévus dans le présent Code.

- (b) La Formation, les Parties, leurs représentants et conseillers, le CRDSC et toutes autres Personnes présentes lors de l'Arbitrage ne divulgueront à des tiers aucune des informations ou aucun des documents confidentiels relatifs à la procédure qu'ils obtiennent lors de l'Arbitrage, sauf lorsque cela est permis en vertu du présent Code, des règles applicables de l'Arbitrage ou des règles et règlements administratifs du CRDSC, dans le cadre des politiques et procédures du programme Sport Sans Abus le cas échéant, ou lorsque la loi l'exige.

5.10 Enregistrement de l'Audience

- (a) Toute Partie voulant obtenir un enregistrement de l'ensemble ou d'une partie de l'audience, fera les arrangements directement avec le fournisseur de services et en informera les autres Parties au moins trois (3) jours avant le début de l'audience ou conformément aux exigences de la Formation.
- (b) Le CRDSC pourrait prendre des mesures pour assurer un enregistrement audio pendant les audiences par conférence téléphonique ou vidéoconférence, à la demande de la Formation ou d'une Partie faite au moins trois (3) jours avant le début de l'audience ou conformément aux exigences de la Formation.
- (c) La Partie qui fait la demande devra s'acquitter des frais des services demandés. Si plus qu'une Partie désire une copie d'une transcription ou d'un enregistrement, les coûts seront partagés également.

5.11 Discussions en vue d'un règlement durant l'Arbitrage

- (a) À tout moment pendant la procédure d'Arbitrage et avant qu'une sentence ne soit rendue par la Formation, les Parties peuvent déposer conjointement auprès de la Formation une demande écrite d'ajournement afin de permettre aux Parties de tenir des discussions en vue d'un règlement.
- (b) Si la Médiation, la Facilitation de règlement ou les discussions en vue d'un règlement ne permettent pas de régler le différend, la procédure d'Arbitrage reprendra.
- (c) La Formation ne peut ordonner aux Parties de procéder à la Médiation de leur différend sans l'accord de toutes les Parties.

5.12 Effet du défaut de se conformer au présent Code

Si une Partie, après avoir découvert qu'une autre Partie ne s'est pas conformée à une disposition du présent Code ou à toute exigence en vertu d'une clause ou entente d'Arbitrage, ne soulève pas rapidement une objection, cette Partie sera réputée avoir renoncé à tout droit de soulever une objection à ce sujet.

5.13 Sentences et décisions

- (a) Toutes les sentences, ordonnances et décisions sont formulées par écrit, et datées et signées par la Formation ou, dans le cas d'une Formation de trois personnes, au moins par le président de la Formation.
- (b) Dans le cas d'une Formation de trois (3) Arbitres, la sentence est rendue à la majorité.
- (c) À moins que les Parties n'en conviennent autrement, la Formation fournira également par écrit les motifs de sa sentence ou décision.

- (d) Lorsqu'une sentence ou décision est due un samedi, dimanche ou jour férié dans le lieu de résidence de la Formation, elle sera communiquée le jour ouvrable suivant, à moins que la Formation et les Parties n'en conviennent autrement.
- (e) Chaque cas doit être tranché selon les faits qui lui sont propres et la Formation ne sera liée par aucune sentence ou décision antérieure, y compris celles du CRDSC.

5.14 Dépens

- (a) À l'exception des coûts visés au paragraphe 3.8 et à l'alinéa 3.7(e), et sauf indication contraire expresse dans le présent Code, chaque Partie est responsable de ses propres dépenses et de celles de ses témoins.
- (b) Le cas échéant, la Partie qui demande des dépens dans un Arbitrage en informera la Formation et les autres Parties, au plus tard sept (7) jours après que la sentence finale ou décision sur le fond ait été rendue.
- (c) Une décision motivée sur les dépens sera communiquée dans les dix (10) jours suivant la date limite pour déposer des observations sur la question des dépens.
- (d) La Formation n'a pas compétence pour accorder à une Partie de dommages-intérêts, qu'ils soient compensatoires, punitifs ou autres.

5.15 Clarification d'une sentence ou décision

- (a) Si une Partie considère qu'une sentence ou décision manque de clarté, est incomplète ou ambiguë, est contradictoire ou contraire aux motifs, ou contient des erreurs de rédaction ou de calcul, cette Partie peut présenter une demande de clarification à la Formation.
- (b) Si la Formation détermine qu'il est justifié d'apporter des clarifications, elle communiquera ces clarifications dans les sept (7) jours suivant la présentation de la demande.

5.16 Renonciation aux autres recours

Sous réserve des dispositions pertinentes de la *Loi sur l'arbitrage*, 1991, L.O. 1991, chap. 17 (modifiée), les Parties à un Arbitrage en vertu du présent Code renoncent expressément et irrévocablement à leurs droits de se prévaloir de recours additionnels ou autres, y compris la suspension d'une procédure devant une Formation par voie d'injonction ou autre mesure provisoire ou permanente, ou de rechercher d'autres formes de réparation devant :

- (a) tout tribunal de compétence provinciale, territoriale ou fédérale du Canada;
- (b) les tribunaux nationaux de tout autre pays; et
- (c) tout tribunal international ou toute autre autorité judiciaire auprès de laquelle un appel pourrait autrement être fait, sauf dans les cas prévus dans le PCA.

Article 6 Règles d'arbitrage particulières du Tribunal ordinaire**6.1 Introduction d'une procédure devant le Tribunal ordinaire**

- (a) Le Demandeur doit remplir toutes les rubriques obligatoires du formulaire de Demande, modifié de temps à autre par le CRDSC, et doit déposer cette Demande auprès du CRDSC.
- (b) Le formulaire de Demande doit être accompagné des documents suivants :
 - (i) une copie de la politique ou des politiques dont le Différend sportif découle;
 - (ii) une copie de la décision portée en appel.
- (c) Le CRDSC peut, à sa discrétion, accepter une Demande incomplète s'il est satisfait des raisons données par le Demandeur pour justifier l'absence d'information.
- (d) Nonobstant l'alinéa 3.2(a), des droits non remboursables doivent être acquittés par le Demandeur au moment du dépôt de sa Demande de services de Méd/Arb ou d'Arbitrage du Tribunal ordinaire. Le Demandeur peut demander au CRDSC de le dispenser de ces droits de dépôt, si le Demandeur estime que ces droits lui causeraient un préjudice important. Le chef de la direction du CRDSC a l'entière discrétion d'accorder ou de refuser une telle demande selon que la justification fournie par le Demandeur est suffisante ou non.

6.2 Délais pour déposer une Demande

- (a) À moins d'être fixé par une entente, des statuts, des règlements ou autres règles applicables de l'OS, le délai pour déposer une Demande est de trente-et-un (31) jours après la dernière des dates suivantes à laquelle :
 - (i) le Demandeur a appris l'existence du différend;
 - (ii) le Demandeur a été informé de la décision portée en appel; et
 - (iii) a eu lieu la dernière démarche visant à résoudre le différend, telle que déterminée par le CRDSC. Le CRDSC peut, à sa discrétion, déférer cette question à une Formation.
- (b) Nonobstant l'alinéa 3.5(c), ce délai peut ne pas s'appliquer à une Demande si les Parties en conviennent ou dans des circonstances exceptionnelles. Toute question ayant trait à cette renonciation au délai prescrit sera déferée à une Formation.

6.3 Communication de la Demande

À la réception de la Demande, le CRDSC la communique à l'Intimé et établit le délai accordé à celui-ci pour soumettre sa Réponse.

6.4 Réponse

- (a) L'Intimé remplira toutes les rubriques obligatoires du formulaire de Réponse, modifié de temps à autre par le CRDSC, et déposera cette Réponse auprès du CRDSC dans le délai fixé par le CRDSC.
- (b) Si l'Intimé ne soumet pas sa Réponse dans le délai fixé conformément au paragraphe 6.3 ou si les rubriques obligatoires de la Réponse ne sont pas toutes remplies, le CRDSC entreprendra directement la procédure demandée (Médiation, Arbitrage ou Méd-Arb).

6.5 Participation d'une Partie affectée

- (a) Si un Demandeur et un Intimé identifient une Partie affectée dans la Demande et la Réponse, selon le cas, le CRDSC signifiera un avis à ladite Partie affectée, aux dernières coordonnées électroniques connues de cette Personne, selon les dossiers pertinents de l'OS.
- (b) À la réception d'une entente de confidentialité signée par une Partie affectée, le CRDSC lui communiquera :
 - (i) les renseignements pertinents concernant le dossier tels qu'ils sont disponibles aux autres Parties impliquées dans le dossier; et
 - (ii) le délai accordé à la Partie affectée pour présenter une Intervention. Le CRDSC rendra disponible aux Parties une copie de l'Intervention.
- (c) Le CRDSC peut, sur ordre d'une Formation, signifier un avis à toute Personne qui pourrait être lésée par une décision de la Formation. Une Personne n'ayant pas déposé la même demande que le Demandeur n'est pas *de facto* une Partie affectée.
- (d) Le défaut d'une Partie affectée de participer à l'Arbitrage est un facteur qui sera pris en considération par toute Formation future, qui pourra y attribuer une grande importance si cette Partie affectée devait par la suite déposer une Demande relativement à cette affaire.

6.6 Participation d'un Intervenant

- (a) Si une Personne qui n'est pas déjà désignée par les Parties en vertu du paragraphe 6.5 souhaite participer à l'Arbitrage à titre d'Intervenant, cette Personne devra remplir et déposer une Intervention auprès du CRDSC. Ce dernier transmettra une copie de l'Intervention aux Parties et fixera un délai à l'intérieur duquel elles doivent prendre position relativement à la participation de l'Intervenant proposé.
- (b) Un Intervenant ne peut participer à un Arbitrage que si les Parties y consentent par écrit ou si la Formation décide que la Personne devrait participer.
- (c) En décidant de la participation d'un Intervenant, la Formation doit se demander si l'Intervention causera un délai ou un préjudice indu à la détermination des droits des Parties.

6.7 Mesures conservatoires

- (a) Si une requête en Mesure conservatoire est déposée, la Formation invitera les Parties à soumettre des observations dans les délais prescrits par la Formation. La Formation rendra une ordonnance après avoir pris en considération toutes les observations. Dans des cas d'urgence, la Formation peut ordonner des Mesures conservatoires sur simple présentation de la requête, à la condition que les Parties qui le désirent puissent être entendues par la suite.
- (b) Les Mesures conservatoires peuvent faire l'objet d'une caution.

6.8 Facilitation de règlement obligatoire lors d'un Arbitrage

- (a) La Facilitation de règlement, décrite à l'article 4, est obligatoire lorsque les Parties à un Différend sportif présentent une demande d'Arbitrage devant le Tribunal ordinaire.

- (b) Chacune des Parties doit s'engager à passer au moins trois (3) heures avec le Facilitateur de règlement (FR). Pour essayer de régler le différend, les Parties doivent passer la période de temps prévue au présent alinéa avec le FR avant la date d'Arbitrage prévue. Les Parties continueront de collaborer avec le FR pour essayer de régler le différend jusqu'à ce que l'une des Parties mette fin à la procédure (si ladite Partie a déjà passé au moins trois (3) heures avec le FR) ou si le FR décide que des discussions additionnelles ont peu de chances de mener à un règlement.
- (c) Si une Partie refuse de passer la période de temps prévue ci-dessus avec le FR ou est si mal préparée qu'elle compromet l'objectif de la Facilitation de règlement, la Formation peut accorder aux Parties le droit de déposer des observations à cet effet lors d'une demande de dépens contre cette Partie en vertu du paragraphe 6.13.
- (d) La Facilitation de règlement ne doit pas retarder l'Arbitrage. Les Parties peuvent poursuivre la procédure de désignation d'une Formation pendant que le FR les aide à régler leur Différend sportif.

6.9 Renonciation à la Facilitation de règlement obligatoire lors d'un Arbitrage

- (a) Les Parties peuvent demander conjointement au CRDSC de renoncer à imposer l'obligation de participer à des discussions avec le FR en vue de régler le différend lorsque :
 - (i) les Parties ne disposent pas de suffisamment de temps pour rencontrer le FR avant le début d'un Arbitrage (en raison de contraintes de temps importantes); ou
 - (ii) les Parties ont déjà participé à une Facilitation de règlement ou à d'autres discussions en vue d'obtenir un règlement avec un tiers neutre qualifié avant de présenter une Demande d'arbitrage au sujet de la même affaire.
- (b) À la réception d'une telle demande, le CRDSC pourra renoncer à imposer l'obligation de participer à la Facilitation de règlement.

6.10 Fardeau de la preuve lors de différends sur la sélection d'équipes et l'octroi de brevets

Si un athlète est un Demandeur dans un différend sur la sélection des membres d'une équipe ou l'octroi de brevets, le fardeau de la preuve incombe à l'Intimé, qui devra démontrer que les critères ont été établis de façon appropriée et que la décision contestée a été prise en conformité avec ces critères. Une fois cela établi, le fardeau incombera au Demandeur, qui devra démontrer qu'il aurait dû être sélectionné ou nommé pour recevoir un brevet selon les critères approuvés. Dans tous les cas, la norme applicable au fardeau de la preuve est celle de la prépondérance des probabilités.

6.11 Portée du pouvoir d'examen de la Formation

- (a) Une fois qu'elle a été désignée, la Formation a plein pouvoir de passer en revue les faits et d'appliquer le droit. La Formation peut notamment substituer sa décision à la décision qui est à l'origine du différend ou substituer une mesure à une autre et accorder les recours ou les mesures de réparation qu'elle juge justes et équitables dans les circonstances.
- (b) La Formation a tous les pouvoirs de procéder à une audience *de novo*. L'audience doit être *de novo* lorsque :
 - (i) l'OS n'a pas tenu son processus d'appel interne ou a refusé au Demandeur son droit d'appel sans avoir entendu le dossier sur le fond; ou

- (ii) si le dossier est considéré comme urgent, la Formation détermine qu'il y a eu des erreurs telles que la politique d'appel interne n'a pas été respectée ou qu'il y a eu manquement à la justice naturelle.
- (c) La Formation n'a pas à faire preuve de déférence à l'égard de tout pouvoir discrétionnaire exercé par la Personne dont la décision est portée en appel, à moins que la Partie qui demande une telle déférence puisse démontrer l'expertise pertinente de cette Personne.

6.12 Sentences

- (a) Les sentences seront communiquées aux Parties dans les sept (7) jours suivant l'achèvement du processus d'audience. Des motifs écrits seront fournis aux Parties dans les quinze (15) jours suivant l'achèvement du processus d'audience. À la demande des Parties, la Formation pourra abréger les délais.
- (b) Nonobstant l'alinéa 6.12(a), lorsque la sentence doit être communiquée aux Parties dans les deux langues officielles de façon simultanée, les motifs écrits seront fournis aux Parties dans les vingt-et-un (21) jours suivant l'achèvement du processus d'audience.
- (c) La sentence rendue est finale et a force exécutoire entre les Parties. Il n'y a pas de droit d'appel relatif aux questions de droit, questions de fait ou questions mixtes de fait et de droit.
- (d) Toutes les sentences du Tribunal ordinaire seront rendues publiques à moins que la Formation n'en décide autrement.

6.13 Dépens

- (a) La Formation déterminera s'il y a lieu d'adjuger des dépens, incluant mais sans s'y limiter les frais juridiques, frais d'expert et dépenses raisonnables, et l'ampleur de tels dépens. Dans son analyse, la Formation tiendra compte de l'issue de la procédure, du comportement des Parties et des abus de procédure, de leurs ressources financières respectives, de leurs propositions de règlement et des efforts de bonne foi démontrés par chaque Partie en tentant de régler le différend avant ou pendant l'Arbitrage. Le succès d'une Partie lors d'un Arbitrage ne signifie pas qu'elle a droit aux dépens.
- (b) Une Partie peut signaler à la Formation un manquement allégué au présent Code de la part d'une autre Partie. La Formation pourra tenir compte de cette allégation dans l'adjudication des dépens.
- (c) S'il y a adjudication de dépens, la Formation pourra prendre en compte le montant des droits de dépôt chargés par le CRDSC.

Article 7 Règles d'Arbitrage particulières du Tribunal antidopage**7.1 Application de l'article 7**

Les règles et procédures particulières énoncées au présent article s'appliquent en plus des règlements du PCA. Dans la mesure où une règle ou procédure n'est pas spécifiquement prévue au présent article ou dans le PCA, les autres dispositions du présent Code s'appliquent, le cas échéant, à l'exception des articles 8 et 9.

7.2 Délais

- (a) Les délais fixés en vertu du présent article commenceront dès le lendemain de la notification de violation des règles antidopage émise par le CCES en vertu règlement 7.2 du PCA.
- (b) Si une date limite tombe une fin de semaine ou un jour férié, elle est reportée au jour ouvrable suivant pour les besoins du PCA [Règlement 18.10 du PCA].

7.3 Introduction d'une audience antidopage

- (a) La Personne qui, selon le CCES, est présumée avoir commis une violation des règles antidopage peut demander une audience devant une Formation antidopage en déposant un formulaire de Demande dûment rempli auprès du Tribunal antidopage dans le délai précisé dans la lettre de notification du CCES [Règlement 8.4.2 du PCA].
- (b) À moins d'une entente sur un autre délai entre le CCES et la Personne qui, selon le CCES, est présumée avoir commis une violation des règles antidopage, le CRDSC prendra toutes les mesures nécessaires afin de s'assurer que le processus d'audience débute au plus tard quarante-cinq (45) jours suivant la date de la notification [Règlement 8.2.1 du PCA].
- (c) Pour une audience concernant une Personne assujettie à une Suspension provisoire imposée en vertu des règlements 7.4.1 ou 7.4.2 du PCA, à moins d'une entente entre cette Personne et le CCES, le CRDSC prendra toutes les mesures nécessaires afin de s'assurer que la Personne a la possibilité :
 - (i) de bénéficier d'une audience préliminaire, soit avant, soit rapidement après l'imposition de la Suspension provisoire [Règlement 7.4.3(a) du PCA]; ou
 - (ii) de bénéficier d'une audience accélérée sur le fond après l'imposition de la Suspension provisoire [Règlement 7.4.3(b) du PCA].

7.4 Résolution sans audience

Conformément au règlement 8.4.3 du PCA, une audience ne sera pas requise lorsque la Personne qui, selon le CCES, est présumée avoir commis une violation des règles antidopage :

- (a) reconnaît la violation, renonce au droit à une audience et accepte les conséquences proposées par le CCES [Règlement 8.4.1 du PCA]; ou
- (b) ne conteste pas l'allégation dans le délai spécifié dans la notification envoyée par le CCES alléguant cette violation, auquel cas la Personne sera réputée avoir avoué la violation, renoncé à une audience et accepté les conséquences proposées [Règlement 8.4.2 du PCA].

7.5 Parties et observateurs

Les Parties sont la Personne qui, selon le CCES, est présumée avoir commis une violation des règles antidopage, le CCES et l'OS pertinent. La fédération internationale de la Personne, l'AMA et le gouvernement du Canada peuvent assister à l'audience en tant qu'observateurs s'ils le désirent [Règlement 8.2.3 du PCA].

7.6 Forme des audiences antidopage

- (a) La Formation antidopage peut tenir une audience orale en personne ou par vidéoconférence ou téléconférence, ou encore par une combinaison de ces moyens [Règlement 8.2.4.5 du PCA].
- (b) Si la Personne qui, selon le CCES, est présumée avoir commis une violation des règles antidopage demande une audience en personne, celle-ci aura lieu au Canada dans la municipalité qui s'avère être l'emplacement le plus pratique pour cette Personne, à moins que les circonstances ne s'y prêtent pas [Règlement 8.2.4.6 du PCA].
- (c) Une Partie peut demander une audience publique. Une audience est rendue publique au moyen d'un lien audio vers les procédures de la Formation antidopage. Si la demande en est faite, l'audience publique sera fournie aux frais du Tribunal antidopage. Toutefois, si une partie formule une objection, la Formation antidopage peut, à sa discrétion, rejeter une demande d'audience publique :
 - (i) dans l'intérêt de l'ordre public, de la morale et de la sécurité nationale;
 - (ii) pour protéger les intérêts de Mineurs ou le droit à la vie privée des participants;
 - (iii) lorsque la publicité nuirait aux intérêts de la justice ou;
 - (iv) lorsque l'audience porte uniquement sur une question de droit [Règlement 8.2.2.3 du PCA].

7.7 Fardeau de la preuve et norme de preuve

Il incombe au CCES d'établir qu'il y a eu une violation des règles antidopage. La norme de preuve à laquelle le CCES est astreint consiste à établir la violation des règles antidopage à la satisfaction de la Formation antidopage, qui appréciera la gravité de l'allégation. La norme de preuve, dans tous les cas, devra être plus importante qu'une simple prépondérance des probabilités, mais moindre qu'une preuve hors de tout doute raisonnable. Lorsque les règlements du PCA imposent à la Partie qui est présumée avoir commis une violation des règles antidopage le fardeau de réfuter une présomption ou d'établir des faits ou circonstances spécifiques, sauf dans les cas prévus aux règlements 3.2.2 et 3.2.3 du PCA, la norme de preuve requise sera celle de la prépondérance des probabilités [Règlement 3.1 du PCA].

7.8 Méthodes d'établissement des faits et présomptions

Les faits liés aux violations de règles antidopage peuvent être établis par tout moyen fiable, y compris des aveux. Les règles suivantes en matière de preuve seront appliquées aux audiences devant la Formation antidopage [Règlement 3.2 du PCA] :

- (a) Les méthodes d'analyse ou les limites de décisions approuvées par l'AMA, après avoir fait l'objet d'une consultation au sein de la communauté scientifique et d'un examen par des pairs, sont présumées scientifiquement valables. Toute Personne cherchant à contester la validité des conditions de cette présomption ou à réfuter cette présomption devra, préalablement à toute contestation, informer l'AMA d'une telle contestation et de ses motifs. L'instance d'audition initiale, l'instance d'appel ou le TAS, de leur propre initiative, peuvent également informer l'AMA de cette contestation. Dans les dix (10) jours à compter de la réception par l'AMA de cette notification et du dossier relatif à cette contestation, l'AMA aura également le droit d'intervenir en tant que Partie, de comparaître en qualité d'*amicus curiæ* ou de soumettre tout autre élément de preuve dans cette procédure [Règlement 3.2.1 du PCA].
- (b) Les laboratoires accrédités par l'AMA et les autres laboratoires approuvés par l'AMA sont présumés avoir effectué l'analyse des échantillons et respecté les procédures de la chaîne de sécurité conformément au Standard international pour les laboratoires. La Personne qui est présumée avoir commis une violation des règles antidopage peut réfuter cette présomption en démontrant qu'il y a eu un écart par rapport aux dispositions du Standard international pour les laboratoires qui pourrait raisonnablement avoir causé le résultat d'analyse anormal. Si la Personne parvient à réfuter la présomption précédente en démontrant qu'il y a eu un écart par rapport aux dispositions du Standard international pour les laboratoires qui pourrait raisonnablement avoir causé le résultat d'analyse anormal, il incombe alors au CCES de démontrer que cet écart n'a pas été à l'origine du résultat d'analyse anormal [Règlement 3.2.2 du PCA].
- (c) Les écarts par rapport à tout autre Standard international ou à toute autre règle ou politique antidopage énoncée dans le PCA ou le Code mondial antidopage n'invalideront pas les résultats d'analyse ou les autres preuves d'une violation des règles antidopage et ne constitueront pas une défense contre une violation des règles antidopage. Toutefois, si la Personne démontre qu'un écart par rapport à l'une des dispositions spécifiques des standards internationaux indiquées au règlement 3.2.3 (i) à (iv) du PCA pourrait raisonnablement avoir été à l'origine d'une violation des règles antidopage sur la base d'un résultat d'analyse anormal ou d'un manquement aux obligations en matière de localisation, il incombera au CCES de démontrer que cet écart n'a pas causé le résultat d'analyse anormal ou le manquement aux obligations en matière de localisation [Règlement 3.2.3 du PCA].
- (d) Les faits établis par une décision d'un tribunal ou d'un tribunal disciplinaire professionnel compétent, qui ne fait pas l'objet d'une procédure d'appel en cours, constituent une preuve irréfutable de ces faits à l'encontre de la Personne visée par la décision, à moins que la Personne n'établisse que la décision violait les principes de justice naturelle [Règlement 3.2.4 du PCA].
- (e) La Formation antidopage peut, dans le cadre d'une audience pour violation des règles antidopage, tirer des conclusions défavorables à la Personne qui est présumée avoir commis une violation des règles antidopage si la Personne refuse, malgré une demande dûment présentée dans un délai raisonnable avant l'audience, de comparaître à l'audience (en personne ou par téléphone, conformément aux instructions de la Formation antidopage) et de répondre aux questions de la Formation antidopage ou du CCES [Règlement 3.2.5 du PCA].
- (f) La Formation antidopage est habilitée, à sa libre et entière appréciation et aux frais du Tribunal antidopage, à désigner un expert pour l'aider ou la conseiller selon ses besoins [PCA Règlement 8.2.2.2].

7.9 Décisions relatives au dopage

- (a) La Formation antidopage rendra une décision initiale dans les cinq (5) jours suivant l'achèvement de l'audience. La Formation antidopage fournira également une décision motivée dans les vingt (20) jours suivant l'achèvement de l'audience [Règlements 8.3.1 du PCA].
- (b) La décision motivée de la Formation antidopage abordera et tranchera, sans s'y limiter, les questions suivantes :
 - (i) le fondement juridictionnel et les règlements applicables;
 - (ii) si une violation des règles antidopage a été commise ou si une Suspension provisoire devrait être imposée, ainsi que le fondement factuel de ces conclusions;
 - (iii) les règlements spécifiques du PCA qui ont été violés;
 - (iv) toutes les conséquences découlant de la violation des règles antidopage, y compris, le cas échéant, l'annulation de résultats, le retrait de médailles ou prix, toute période de suspension (et la date à partir de laquelle elle commence à courir), toutes conséquences financières et (le cas échéant) une justification expliquant pourquoi les conséquences potentielles les plus sévères n'ont pas été imposées; et
 - (v) si l'athlète est un athlète de niveau international pour les besoins de la voie d'appel prévue au Règlement 13.2.3 du PCA, ainsi que la voie d'appel appropriée (incluant l'adresse à laquelle tout appel devrait être envoyé) et la date limite pour interjeter appel.
- (c) Les décisions d'une Formation antidopage seront rendues publiques, sous réserve uniquement des règlements applicables du PCA.
- (d) Une Partie aura le droit de porter en appel une décision d'une Formation antidopage en vertu du paragraphe 9.3. L'AMA et la fédération internationale concernée auront également le droit de porter en appel toute décision d'une Formation antidopage devant le TAS.

7.10 Dépens

Chaque partie est responsable de ses propres frais (y compris les frais juridiques) et de celles de ses témoins. Sous réserve du règlement 8.2.4.8 du PCA, la Formation antidopage peut accorder un remboursement des frais à toute partie, payable comme elle l'ordonne. La Partie qui demande un remboursement doit en aviser la Formation et les autres Parties au plus tard sept (7) jours après avoir été informée de la décision de la Formation antidopage à laquelle les frais s'appliquent.

Article 8 Règles d'arbitrage particulières du Tribunal de protection**8.1 Application de l'article 8**

Les règles et procédures particulières énoncées au présent article s'appliquent en plus des règles du CCUMS. Dans la mesure où une règle ou procédure n'est pas spécifiquement prévue au présent article ou dans le CCUMS, les autres dispositions du présent Code s'appliqueront, à l'exception des articles 6, 7 et 9.

8.2 Compétence du Tribunal de protection

Le Tribunal de protection a compétence tel que prévu au paragraphe 8.1 lorsqu'une entente a été conclue pour le paiement de services d'arbitrage entre le CRDSC et l'OS responsable de l'application du CCUMS, ou entre le CRDSC et une autre entité qui prend en charge le paiement des services d'arbitrage pour l'OS en question.

8.3 Introduction d'une procédure devant le Tribunal de protection

- (a) La Personne qui introduit la procédure remplira toutes les rubriques obligatoires du formulaire de Demande, modifié de temps à autre par le CRDSC, et déposera cette Demande auprès du CRDSC.
- (b) Le formulaire de Demande devra être accompagné des documents suivants :
 - (i) une copie du rapport du DSR sur les violations et les sanctions, le cas échéant; et
 - (ii) une copie du rapport du DSR sur les Mesures provisoires, le cas échéant.
- (c) Le délai pour déposer une Demande est de vingt-et-un (21) jours suivant la date à laquelle, selon le cas:
 - (i) le rapport du DSR sur les violations et les sanctions est communiqué à la Personne qui souhaite contester la décision au sujet d'une violation et/ou d'une sanction; ou
 - (ii) le rapport du DSR sur les Mesures provisoires est communiquée à l'Intimé.
- (d) Le CRDSC peut, à sa discrétion, accepter une Demande incomplète s'il est satisfait des raisons données par la Personne qui introduit la procédure pour expliquer l'absence d'information.
- (e) Sur réception d'une Demande, le CRDSC communiquera la Demande à l'autre Partie, le cas échéant conformément au paragraphe 8.4 du présent Code, et fixera un délai pour que la Partie dépose sa Réponse.
- (f) La Formation de protection sera nommée conformément au paragraphe 5.3 du présent Code.

8.4 Parties devant le Tribunal de protection

Les Parties ayant le droit de présenter des observations devant le Tribunal de protection sont :

- (a) Lors d'une contestation d'une décision du DSR concernant une violation ou une sanction en vertu du paragraphe 8.6 du présent Code, l'Intimé, une Partie intéressée et le DSR.
- (b) Lors d'une contestation d'une décision du DSR au sujet de Mesures provisoires en vertu du paragraphe 8.5 du présent Code, l'Intimé et le DSR. Une Partie intéressée peut observer l'audience si elle le veut et ne peut soumettre, en vertu de l'alinéa 8.8(f), qu'une déclaration écrite d'impact.

8.5 Contestation d'une Mesure provisoire

- (a) Seul l'Intimé peut contester une Mesure provisoire imposée par le DSR.
- (b) Les observations et éléments de preuve des Parties concernant une Mesure provisoire doivent être soumis par écrit et/ou, si la Formation l'ordonne, de vive voix au cours d'une audience par conférence téléphonique ou vidéoconférence. Il n'existe pas de droit à une présence en personne, à moins que la Formation ne l'ordonne.
- (c) La Formation saisie d'une contestation d'une Mesure provisoire a le pouvoir de lever ou modifier la Mesure provisoire ou d'imposer d'autres mesures qu'elle juge appropriées après avoir pris en considération la liste non exhaustive des facteurs suivants :
 - (i) si la Mesure provisoire est de nature à protéger (telle qu'une ordonnance d'interdiction d'avoir des contacts ou restriction d'accès), la mesure dans laquelle l'ajout, le retrait ou la modification de la Mesure provisoire aura une incidence sur le risque de préjudice pour une Partie intéressée ou autres participants au sport;
 - (ii) la solidité/les chances de succès des arguments de l'Intimé;
 - (iii) les intérêts des Parties; et
 - (iv) la mesure dans laquelle l'ajout, le retrait ou la modification de la Mesure provisoire nuirait à la réputation du CRDSC ou à la confiance du public envers celui-ci.
- (d) L'Intimé qui se voit imposer une suspension à titre de Mesure provisoire a droit à une audience accélérée sur le caractère approprié de la Mesure provisoire. Par souci de clarté, lorsque la Mesure provisoire impose des conditions qui restreignent, mais n'empêchent pas la participation de l'Intimé, il n'existe pas de droit à une audience accélérée.
- (e) La décision motivée sur la contestation d'une Mesure provisoire sera communiquée aux Parties dans les dix (10) jours suivant la clôture des observations.
- (f) La décision sur la contestation d'une Mesure provisoire est finale et exécutoire, et n'est pas susceptible d'appel devant le Tribunal d'appel.

8.6 Contestation d'une violation et/ou d'une sanction

- (a) Une décision du DSR au sujet d'une violation ou d'une sanction peut être contestée par l'Intimé ou une Partie intéressée.
- (b) Dans son appréciation de la contestation d'une décision du DSR au sujet d'une violation ou d'une sanction, la Formation applique la norme de la décision raisonnable.
- (c) Nonobstant le paragraphe 3.10, la contestation d'une décision du DSR au sujet d'une violation ou d'une sanction sera examinée par instruction sur dossier uniquement, à moins que la Formation de protection n'en convienne autrement.
- (d) Dans le cas où la Partie qui conteste une violation établirait l'existence de partialité de la part de la Personne ayant enquêté l'allégation ou de la Personne ayant conclu à une violation, une audience *de novo* aura lieu devant la Formation de protection concernant la violation.
- (e) Les décisions de la Formation de protection concernant les violations sont finales et exécutoires, et ne sont pas susceptibles d'appel devant le Tribunal d'appel.

- (f) La Formation de protection aura le pouvoir d'augmenter, de diminuer ou d'éliminer toute sanction imposée par le DSO, en tenant dûment compte du CCUMS. Plus précisément, lorsque la Formation de protection détermine que l'Intimé présentait ou présente un risque pour le bien-être de Mineurs ou de Personnes vulnérables, la Formation impose les sanctions et/ou les mesures de gestion des risques qu'elle juge justes et équitables.

8.7 Motifs de contestation d'une décision au sujet d'une violation ou d'une sanction

La décision du DSR au sujet d'une violation ou d'une sanction ne peut être contestée que pour les motifs suivants :

- (a) Une erreur de droit, uniquement dans les cas:
 - (i) d'interprétation ou application erronée d'un article du CCUMS ou des politiques applicables de Sport Sans Abus;
 - (ii) de mauvaise application d'un principe de droit général applicable;
 - (iii) d'agissement sans preuve;
 - (iv) d'agissement sur le fondement d'une vision des faits qui ne pouvait pas raisonnablement être prise en considération; ou
 - (v) d'omission de prendre en considération tous les éléments de preuve qui sont pertinents pour la décision contestée.
- (b) Un manquement à un principe de justice naturelle. L'étendue des droits de justice naturelle accordés à une Partie est inférieure à celle des droits accordés lors d'une procédure criminelle et peut varier selon la nature de la sanction qui peut en résulter. Lorsque la sanction peut entraîner la perte de la possibilité de participer au sport à titre bénévole, l'étendue de ces droits sera encore moindre, selon ce que décidera la Formation; et
- (c) Un nouvel élément de preuve qui, dans les conditions suivantes uniquement :
 - (i) n'aurait pas, même en agissant avec une diligence raisonnable, été obtenu et présenté durant l'enquête ou l'examen des allégations, et avant que la décision ne soit prise;
 - (ii) est pertinent pour une question déterminante découlant des allégations;
 - (iii) est crédible, dans ce sens qu'il est raisonnablement digne de foi; et
 - (iv) a une forte valeur probante, dans ce sens que, s'il avait été accepté, il aurait pu, en soi ou pris en considération à la lumière d'autres éléments de preuve, amener à tirer une conclusion différente à propos de la question déterminante.

8.8 Déroulement de la procédure

- (a) Outre les pouvoirs conférés à une Formation de protection par le paragraphe 5.7, la Formation de protection sera également habilitée à mener toute enquête qui semblera nécessaire ou utile pour vérifier les faits.
- (b) La Formation de protection rendra, sur demande présentée par ou au nom d'un Mineur ou d'une Personne vulnérable, toute ordonnance qu'elle jugera appropriée ayant trait à la manière et à la forme dont un témoignage devrait être produit, sous réserve des conditions suivantes :

- (i) la Partie qui a l'intention de s'appuyer sur les dépositions d'un témoin signifiera une déclaration ou un rapport faisant état du contenu du témoignage proposé à une date précédant l'audience, telle que spécifiée par la Formation de protection; et
 - (ii) la Formation de protection aura le pouvoir de permettre, refuser ou limiter le témoignage ou la comparution à l'audience de tout témoin, sous réserve uniquement des dispositions de l'alinéa 8.7(c).
- (c) La Formation de protection rendra toute ordonnance qu'elle jugera appropriée ayant trait à la divulgation de documents pertinents et/ou autres éléments que l'une ou l'autre des Parties a en sa possession ou dont elle a le contrôle.
 - (d) La Formation de protection aura le droit d'interroger un témoin et de contrôler l'interrogation des témoins par une Partie. La Formation veillera également à ce que tous ceux et celles qui comparaissent lors de l'audience et, en particulier, les Mineurs et Personnes vulnérables, sont interrogés avec délicatesse et respect.
 - (e) Dès que possible après le dépôt des observations écrites et au plus tard au début de l'audience, la Formation de protection pourra indiquer aux Parties qu'un expert nommé par la Formation sera appelé à témoigner. Les experts nommés par la Formation peuvent être interrogés par toutes les Parties.
 - (f) Avant de décider de l'imposition d'une sanction, la Formation de protection doit permettre à la Partie intéressée de fournir une déclaration écrite d'impact et peut lui permettre de la lire à haute voix lors de l'audience.

8.9 Témoignage de Mineurs et Personnes vulnérables

- (a) Les adaptations d'ordre procédural doivent être demandées formellement au moins quinze (15) jours avant l'audience, à moins que la Formation n'en convienne autrement. Ces demandes doivent indiquer les raisons pour lesquelles ces adaptations sont nécessaires et quelles formes d'adaptation sont appropriées.
- (b) Avant qu'il ne puisse être statué sur la demande, il y a lieu de permettre à la partie adverse de déposer des observations au sujet de la demande d'adaptations d'ordre procédural.
- (c) En règle générale, les demandes d'adaptation d'ordre procédural pour des Mineurs et Personnes vulnérables sont accordées, à moins que la Formation n'estime qu'elles nuiraient à la bonne administration de la justice.
- (d) Une fois la demande d'adaptations d'ordre procédural déposée pour des Mineurs et Personnes vulnérables appelés comme témoins, il existe une présomption selon laquelle les adaptations sont nécessaires. Il incombe à la Partie adverse d'établir que le recours à une aide au témoignage porterait atteinte à son droit à une audience équitable ou nuirait de toute autre manière à la bonne administration de la justice. Si la Partie adverse conteste les adaptations d'ordre procédural pour des Mineurs et Personnes vulnérables, le témoignage d'un expert sera admissible pour établir si de telles adaptations sont justifiées.
- (e) Un témoin adulte, qui n'est ni un Mineur ni une Personne vulnérable, mais qui relève de l'autorité ou du pouvoir de l'Intimé, peut faire une demande d'adaptations d'ordre procédural, en présentant une déclaration de témoin indiquant les raisons d'une telle demande.
- (f) Pour décider s'il convient d'adapter la procédure afin de répondre aux besoins particuliers d'un Mineur ou d'une Personne vulnérable, ou d'un témoin adulte visé à l'alinéa 8.9(e), la Formation prendra en considération des facteurs tels que :

- (i) la nature des allégations;
 - (ii) la nature de la relation entre le témoin et l'Intimé, y compris l'existence d'un déséquilibre du pouvoir en faveur de l'Intimé;
 - (iii) la sécurité du témoin;
 - (iv) les symptômes subis par le témoin, qui ont un impact sur la cohérence de son témoignage et sa capacité de relater des événements pertinents;
 - (v) la vulnérabilité du témoin à l'intimidation et/ou aux représailles;
 - (vi) la facilité de communication du témoin, sa capacité de concentration et son niveau de compréhension;
 - (vii) la nécessité de faire des pauses fréquentes durant son témoignage; et
 - (viii) toute autre circonstance que la Formation jugera pertinente.
- (g) Nonobstant l'alinéa 8.9(f), lorsque la procédure découle d'une présumée maltraitance sexuelle, de quelque forme que ce soit, la Formation peut, à son entière discrétion, accorder les adaptations si elle croit qu'elles sont nécessaires pour obtenir un récit franc et complet du témoin.

8.10 Adaptations d'ordre procédural

- (a) Lorsque la demande d'adaptation d'ordre procédural est accordée, la Formation peut adapter la procédure pour tenir compte de la vulnérabilité d'une personne de diverses manières, notamment en :
- (i) permettant à une personne de soutien d'être présente à l'audience ou d'y participer;
 - (ii) permettant la présence d'un animal spécialement entraîné pour fournir un soutien émotionnel;
 - (iii) faisant témoigner par le biais d'affidavits, de vidéoconférence ou d'une caméra à circuit fermé, derrière un écran ou au moyen de déclarations enregistrées;
 - (iv) faisant approuver à l'avance par la Formation toutes questions proposées à soumettre au témoin;
 - (v) confiant la conduite de l'interrogatoire à la Formation ou un avocat neutre;
 - (vi) permettant au Mineur ou à la Personne vulnérable de voir son entrevue et/ou sa preuve existante avant de témoigner afin de rafraîchir sa mémoire; et
 - (vii) toute autre mesure d'adaptation d'ordre procédural que la Formation de protection juge équitable, juste et appropriée dans les circonstances, en trouvant un équilibre entre la nécessité de tenir une audience et le risque de préjudice pour le témoin.
- (b) En particulier, lorsque le témoin est un Mineur, la Formation de protection prendra en considération :
- (i) les souhaits et sentiments du Mineur; notamment sa volonté de témoigner; car un Mineur réticent devrait rarement être obligé de témoigner, voire jamais;
 - (ii) les capacités et besoins particuliers du Mineur;

- (iii) l'âge, la maturité, la vulnérabilité et la compréhension, la capacité et la compétence du Mineur, qui peuvent être appréciés par le biais de discussions de professionnels avec le Mineur;
- (iv) la nature et la gravité des questions à trancher;
- (v) des questions ayant trait à la preuve, telles que, mais sans s'y limiter, la source de toute allégation, la mesure dans laquelle le cas dépend uniquement des allégations du Mineur, les éléments de preuve corroborants, la qualité et la fiabilité de la preuve existante, la qualité et la fiabilité de toute entrevue, le fait que le Mineur ait témoigné ou non devant un autre tribunal ou une cour de justice, la manière dont ce témoignage a été présenté et la disponibilité de ce témoignage;
- (vi) le fait que le Mineur ait rétracté des allégations ou non;
- (vii) la nature de toute contestation qu'une Partie souhaite soulever;
- (viii) le temps écoulé depuis les événements en question;
- (ix) le fait que la justice peut être rendue sans autre interrogatoire ou non;
- (x) le risque d'un délai supplémentaire;
- (xi) les souhaits et opinions de tout parent, toute personne exerçant la responsabilité parentale à l'égard du Mineur ou tout tuteur, lorsque cela est approprié; et
- (xii) tout autre facteur que la Formation juge pertinent.

8.11 Adaptations d'ordre logistique pour les audiences en personne

Si un Mineur doit témoigner de vive voix lors d'une audience en personne, le CRDSC permettra :

- (a) une visite du Mineur dans les lieux où se déroulera l'audience afin de se familiariser avec l'endroit, ainsi qu'une démonstration des mesures spéciales pour que le Mineur ait un meilleur aperçu de leur utilisation;
- (b) la prise en considération du caractère sécuritaire de l'accès du Mineur à l'immeuble et le caractère approprié des endroits où il pourra attendre ou se restaurer, afin d'éviter toute possibilité de rencontre avec quiconque qui pourrait causer de la détresse chez le Mineur (lorsque les lieux ne conviennent pas, un témoignage en circuit fermé ou vidéoconférence devrait être accordé); et
- (c) un repérage de l'endroit où le Mineur sera situé dans la salle d'audience et la nécessité de protéger sa vie privée.

8.12 Fardeau et norme de preuve

- (a) Le fardeau de la preuve incombe à la Partie qui allègue une question ou un fait particulier.
- (b) La norme de preuve applicable tout au long de la procédure est celle de la prépondérance des probabilités.
- (c) La Formation peut prendre en considération tout élément de preuve, que celui-ci soit recevable devant une cour de justice ou non.
- (d) La preuve de Mineurs et de Personnes vulnérable, qu'il s'agisse d'une preuve directe ou par ouï-dire, est recevable dans une procédure devant la Formation.

- (e) Les faits acceptés par un tribunal criminel, un tribunal civil ou un tribunal disciplinaire professionnel compétent sont admissibles à titre de preuve, conformément à la loi applicable.
- (f) La Formation de protection peut tirer des conclusions défavorables à l'Intimé si ce dernier refuse, malgré une demande dûment présentée dans un délai raisonnable avant l'audience, de comparaître à l'audience et de répondre aux questions de la Formation de protection ou du DSR.

8.13 Dépens

Le paragraphe 5.14 s'applique à toute demande de dépens déposée par une Partie auprès de la Formation de protection.

8.14 Décisions de la Formation de protection

- (a) Sauf dans les cas prévus à l'alinéa 8.5(e), les décisions de la Formation de protection seront communiquées aux Parties dans les sept (7) jours de l'achèvement du processus d'audience. Des motifs écrits seront fournis aux Parties dans les quinze (15) jours de l'achèvement du processus d'audience. À la demande des Parties, la Formation pourra abréger les délais.
- (b) Nonobstant l'alinéa 8.15(a), lorsque la sentence doit être communiquée aux Parties dans les deux langues officielles de façon simultanée, les motifs écrits seront fournis aux Parties dans les vingt-et-un (21) jours suivant l'achèvement du processus d'audience.
- (c) Sous réserve de l'alinéa 8.15(e), toutes les décisions de la Formation de protection sont rendues publiques pourvu qu'elles soient caviardées de manière à ne pas permettre pas au public d'identifier :
 - (i) toute Personne qui était, au moment de la violation alléguée ou confirmée du CCUMS, un Mineur ou une Personne vulnérable tel que déterminé par la Formation;
 - (ii) toute Partie intéressée ou tout témoin n'ayant pas expressément demandé, avant la publication de la décision, d'être identifié publiquement;
 - (iii) l'Intimé, lorsque la décision finale est rendue qui confirme que l'Intimé n'a pas enfreint le CCUMS, sauf si l'Intimé a expressément demandé, avant la publication de la décision, d'être identifié publiquement.
- (d) Si la Formation de protection conclut qu'il existe un risque pour le bien-être d'un Mineur ou d'une Personne vulnérable, il pourra être envisagé de communiquer sa décision à une ou plusieurs des entités suivantes :
 - (i) tout organisme constitué en vertu d'une loi, qui s'occupe du bien-être des enfants ou des personnes vulnérables;
 - (ii) la police; et
 - (iii) tout OS qui peut avoir un intérêt légitime dans la décision.
- (e) Une décision du Tribunal de protection ne pourra être divulguée en vertu de l'alinéa 8.15(c) si :
 - (i) il s'agit d'une décision sur une Mesure provisoire, en attendant une détermination finale sur la violation alléguée du CCUMS; ou
 - (ii) la décision concerne un Intimé qui était, au moment de la violation alléguée ou confirmée du CCUMS, un Mineur ou une Personne vulnérable tel que déterminé par la Formation.

- (f) Nonobstant toute interdiction de publication, les décisions de la Formation de protection pourront être transmises pour des fins de formation aux arbitres du Tribunal de protection et du Tribunal d'appel en version caviardée tel que le prévoit l'alinéa 8.15(c).

Article 9 Règles d'arbitrage particulières du Tribunal d'appel**9.1 Application de l'article 9**

Sous réserve des règlements du présent article 9, un Appelant peut interjeter appel devant le Tribunal d'appel d'une décision reliée au dopage ou d'une décision finale d'une Formation de protection ayant trait à une sanction.

Pour tous les appels de décisions reliées au dopage visées au paragraphe 9.3, les règles et procédures particulières énoncées au présent article s'appliquent en plus des règlements particuliers établis dans le PCA. Dans la mesure où une règle ou procédure n'est pas spécifiquement prévue au présent article ou dans le PCA, les autres dispositions du présent Code s'appliquent, le cas échéant.

9.2 Décisions portées en appel

Les décisions portées en appel resteront pleinement en vigueur en attendant qu'il soit statué sur l'appel, à moins qu'il n'en soit disposé autrement dans les règlements applicables ou qu'une Formation d'appel constituée en vertu du présent article n'en décide autrement.

9.3 Décisions relatives au dopage susceptibles d'appel devant le Tribunal d'appel

Les décisions suivantes peuvent faire l'objet d'un appel devant une Formation d'appel, exclusivement selon les modalités prévues au règlement 13 du PCA :

- (a) une décision d'une Formation antidopage établissant qu'une violation des règles antidopage a été commise, une décision imposant ou non des conséquences à la suite d'une violation des règles antidopage, ou une décision établissant qu'aucune violation des règles antidopage n'a été commise;
- (b) une décision établissant qu'une procédure en matière de violation des règles antidopage ne peut être poursuivie pour des raisons procédurales (y compris, par exemple, pour cause de prescription);
- (c) une décision prise par l'AMA de ne pas accorder d'exception à l'exigence de préavis de six (6) mois pour un athlète retraité qui souhaite revenir à la compétition au titre du règlement 5.6.1 du PCA;
- (d) une décision du CCES de ne pas présenter un résultat d'analyse anormal ou un résultat atypique comme une violation des règles antidopage, ou une décision de ne pas donner suite à une violation des règles antidopage après une enquête menée conformément au Standard international pour la gestion des résultats;
- (e) une décision d'imposer ou de lever une suspension provisoire à l'issue d'une audience préliminaire;
- (f) le non-respect du règlement 7.4 du PCA par le CCES;
- (g) une décision stipulant que le CCES n'est pas compétent pour statuer sur une violation alléguée des règles antidopage ou sur ses conséquences;
- (h) une décision d'appliquer ou de ne pas appliquer le sursis à des conséquences ou de réintroduire ou non des conséquences en vertu du règlement 10.7.1 du PCA;
- (i) le non-respect des articles 7.1.4 et 7.1.5 du Code mondial antidopage;
- (j) le non-respect du règlement 10.8.1 du PCA;

- (k) une décision rendue en vertu du règlement 10.14.3 du PCA;
- (l) une décision rendue par le CCES de ne pas appliquer la décision d'une autre organisation antidopage en vertu du règlement 15 du PCA;
- (m) une décision rendue en vertu de l'article 27.3 du Code mondial antidopage, exclusivement selon les modalités prévues au règlement 13.2 du PCA;
- (n) une décision du CCES refusant une demande d'AUT, comme le prévoit le règlement 13.4; et
- (o) une décision du CCES en vertu du règlement 14.3.7 du PCA.

9.4 Décisions relatives au dopage susceptibles d'appel uniquement devant le TAS

- (a) Toute décision en matière d'AUT prise par une fédération internationale (ou par le CCES lorsqu'il a accepté d'étudier la demande au nom d'une fédération internationale) et qui n'est pas examinée par l'AMA, ou qui est examinée par l'AMA mais n'est pas renversée, peut être portée en appel par l'athlète et/ou le CCES, exclusivement devant le TAS [Règlement 4.4.6.3 du PCA].
- (b) Dans les cas découlant de la participation à une manifestation internationale ou dans les cas impliquant des athlètes de niveau international, les décisions de la Formation antidopage peuvent être portées en appel exclusivement devant le TAS [Règlement 13.2.1 du PCA].
- (c) une décision prise par l'AMA attribuant la gestion des résultats au titre de l'article 7.1 du Code mondial antidopage.

9.5 Décisions d'une Formation de protection susceptibles d'appel devant le Tribunal d'appel

La décision d'une Formation de protection est susceptible d'appel seulement en ce qui a trait à une sanction. Pour éviter toute ambiguïté, une Mesure provisoire n'est pas une sanction.

9.6 Introduction d'une procédure d'appel

- (a) Une Personne peut introduire une procédure d'appel en remplissant un formulaire d'avis d'appel, comme le prévoit le CRDSC, et en le signifiant au CRDSC et à :
 - (i) toutes les Parties entendues par la Formation antidopage dont la décision est portée en appel, dans les trente (30) jours suivant notification de la décision de la Formation antidopage [Règlement 13.2.2 du PCA];
 - (ii) toutes les Parties visées par la décision du CCES portée en appel, dans les dix (10) jours suivant la notification de la décision du CCES [Règlement 13.2.2 du PCA]; ou
 - (iii) le DSR, s'il s'agit d'un appel d'une décision d'une Formation de protection, dans les trente (30) jours suivant la décision de la Formation de protection sur la sanction.
- (b) Un Appelant d'une décision relative au dopage qui n'était pas partie à la procédure devant la Formation antidopage, mais qui est autrement habilité à faire appel, pourra interjeter appel dans les vingt-et-un (21) jours à compter de la réception d'une copie du dossier soumis à la Formation antidopage [Règlement 13.6.2 du PCA].
- (c) Les audiences d'appel doivent être menées avec célérité. Sauf si toutes les Parties en conviennent ou si l'équité exige d'agir autrement, le CRDSC prendra toutes les mesures appropriées pour s'assurer que le processus d'audience commence dans les quarante-cinq (45) jours de la réception de l'appel.

- (d) Nonobstant ce qui précède, lorsque l'équité l'exige, la Formation prendra toutes les mesures appropriées pour accélérer le commencement des audiences.

9.7 Désignation d'une Formation d'appel

- (a) En temps normal, une Formation de trois (3) arbitres examine les appels. Toutefois, si toutes les Parties visées par la décision portée en appel en conviennent par écrit, un arbitre unique peut être désigné par le Tribunal d'appel pour siéger à titre de Formation d'appel.
- (b) Un Arbitre ne peut être désigné à titre de Formation constituée d'une seule personne ou de président d'une Formation constituée de trois (3) personnes, si cet Arbitre figure sur la liste du Tribunal ayant rendu la décision portée en appel, à moins que toutes les Parties n'en conviennent.
- (c) En aucun cas une personne qui a été préalablement impliquée dans le dossier, directement ou indirectement, peu importe que ce soit à titre d'Arbitre, de Médiateur ou autre, ne pourra être désignée pour constituer la Formation d'appel.

9.8 Portée du pouvoir d'examen

- (a) Dans le cas d'un appel d'une décision relative au dopage, la portée de l'examen couvre toutes les questions pertinentes pour l'affaire et n'est expressément pas limitée aux questions ou à la portée de l'examen devant l'instance décisionnelle initiale. Toute Partie à l'appel peut soumettre des moyens de preuve, des arguments juridiques et des prétentions qui n'avaient pas été soulevés en première instance, à condition que ceux-ci découlent du même motif ou des mêmes faits ou circonstances généraux soulevés ou abordés en première instance [Règlement 13.1.1 du PCA].
- (b) À moins que la Formation d'appel n'en décide autrement, un appel d'une décision d'une Formation de protection relative à une sanction prendra la forme d'une révision judiciaire. La Formation d'appel applique la norme de la décision raisonnable.

9.9 Parties et observateurs

- (a) Dans un appel d'une décision relative au dopage, les Parties sont :
 - (i) les parties devant la Formation antidopage [Règlement 13.2.2.1.3(a) du PCA]; ou
 - (ii) en l'absence d'une décision de la Formation antidopage, le CCES et la Personne faisant l'objet d'une décision du CCES [Règlement 13.2.2.1.3(b) du PCA].
- (b) La fédération internationale, le Comité olympique canadien et le Comité paralympique canadien, s'ils n'étaient pas Parties à la procédure devant la Formation antidopage, et l'AMA auront chacun le droit d'assister aux audiences de la Formation d'appel en qualité d'observateurs.
- (c) Dans un appel d'une décision de la Formation de protection, les Parties sont les mêmes que celles devant la Formation de protection.

9.10 Procédures de la Formation dans des appels de décisions relatives au dopage

- (a) La Formation d'appel est compétente pour définir ses procédures d'une manière qui est conforme à l'article 7 et au règlement 8.2 du PCA [Règlement 13.2.2.2.1 du PCA].

- (b) Lorsque la Personne qui, selon le CCES, est présumée avoir commis une violation des règles antidopage demande une audience en personne, celle-ci aura lieu au Canada dans la municipalité qui s'avère être l'emplacement le plus pratique pour cette Personne, à moins que les circonstances ne s'y prêtent pas.

9.11 Procédures de la Formation dans des appels de décisions de la Formation de protection

- (a) Il n'est pas attendu que la Formation d'appel exige d'entendre le témoignage d'un Mineur ou d'une Personne vulnérable, mais si cela s'avère nécessaire, elle le fera conformément aux paragraphes 8.9 et 8.10.
- (b) Pour éviter toute ambiguïté, la Formation d'appel aura le pouvoir d'augmenter, de diminuer ou d'éliminer toute sanction imposée par la Formation de protection.

9.12 Décisions de la Formation d'appel

- (a) Toutes les décisions rendues par une Formation d'appel constituée de trois (3) arbitres seront communiquées aux Parties dans les quinze (15) jours de l'achèvement du processus d'audience d'appel. La Formation d'appel fournira également les motifs écrits de sa décision aux Parties dans les quarante-cinq (45) jours de la fin du processus d'audience d'appel.
- (b) Lorsque la Formation d'appel est constituée d'un arbitre unique, toutes les décisions seront communiquées aux Parties dans les sept (7) jours de l'achèvement du processus d'audience d'appel. La Formation d'appel fournira également les motifs écrits de sa décision aux Parties dans les quinze (15) jours de la fin du processus d'audience d'appel.
- (c) L'AMA, le Comité international olympique, le Comité international paralympique et la fédération internationale concernée ont le droit de porter en appel devant le TAS toute décision de la Formation d'appel dans une affaire relative au dopage [Règlement 13.2.2.3.2 du PCA].
- (d) Sous réserve de l'alinéa 9.12(c), toutes les décisions de la Formation d'appel sont définitives et exécutoires.

9.13 Dépens

- (a) Dans un appel relatif au dopage, la Formation d'appel a les mêmes pouvoirs d'adjudger des dépens que la Formation antidopage.
- (b) Dans un appel d'une décision d'une Formation de protection, la Formation d'appel a les mêmes pouvoirs d'adjudger des dépens que la Formation de protection.

9.14 Publication des décisions d'une Formation d'appel

La publication d'une décision d'une Formation d'appel est régie par les mêmes règlements de publication que la décision portée en appel.